

Introduction: Formes de conflits et tentatives de paix dans le monde	1
I. Les notions de paix et de guerre dans l'histoire	1
A. Antiquité	1
B. Moyen Age	1
C. Epoque moderne	2
D. Époque contemporaine	2
E. Evolution globale de la conflictualité depuis 1945	3
II. Panorama des conflits ayant cours dans le monde	4
III. Tentative de typologie: objectifs, nature, acteurs, résolution	5
A. La guerre, un objet d'études difficile à catégoriser	5
B. L'évolution de la paix	6
Axe 1: La dimension politique de la guerre : des conflits interétatiques aux enjeux transnationaux	8
I. La guerre, "continuation de la politique par d'autres moyens"	8
A. La guerre de Sept ans et les guerres napoléoniennes, matrices de l'analyse de Clausewitz	8
B. La définition politique de la guerre par Carl von Clausewitz	9
II. Le modèle de Clausewitz à l'épreuve des guerres irrégulières	10
A. Le terrorisme islamiste de 1979 à 2024	11
B. Le défi de la guerre au terrorisme	13
Axe 2: Le défi de la construction de la paix.	15
I. Le système westphalien d'équilibre entre Etats	15
A. La guerre de Trente Ans	15
B. Le système Westphalien d'équilibre des puissances	0
C. L'héritage du système westphalien aujourd'hui	0
II. Le multilatéralisme pour la sécurité collective	0
A. Le renouveau de l'ONU après l'immobilisme de la guerre froide	0
B. Kofi Annan, un réformateur visionnaire	0
C. Les limites du multilatéralisme	0
OTC: Le Moyen-Orient : conflits régionaux et tentatives de paix impliquant des acteurs internationaux (étatiques et non étatiques).	0
I. Le conflit israélo-palestinien	0
A. Dates et chiffres clés	0
B. Les difficultés à envisager la paix	0
II. Les Guerres du Golfe : des interventions extérieures déstabilisatrices et génératrices de conflits asymétriques	0
A. La première guerre du Golfe (1990-91), manifestation du concept de sécurité collective	0
B. La seconde guerre du Golfe (2003-2011)	0

Introduction: Formes de conflits et tentatives de paix dans le monde

Si la paix est l'absence de guerre, comment peut-on définir la guerre ?

Définition générale

Guerre : du francique werra « désordre » et « querelle » qui a remplacé progressivement le latin bellum

- Lutte armée entre groupes sociaux, particulièrement entre Etats, et considérée comme un phénomène historique et social
- Le chevalier de Jaucourt (1704-1780), un des principaux rédacteurs de l'Encyclopédie, définit la guerre comme un « différend entre les souverains qui est vidé par la voie des armes. »
- « La guerre n'est rien d'autre qu'un duel à une plus vaste échelle. [...] La guerre est donc un acte de violence destinée à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté. » Carl von Clausewitz (1780-1831), De la guerre.

Les types de conflits, quels sont les critères à retenir (acteurs, objectifs, armement, ...)

Le guerre est donc un conflit (Violente opposition de sentiments, d'opinions, d'intérêts) qui implique un règlement par la violence. Cette définition reste très vague. Dans le champs de la géopolitique, la guerre se décline en de multiples catégories qui dépendent des acteurs impliqués, des objectifs poursuivis, des moyens employés, etc

Guerre totale, guerre coloniale, guerre de conquête...

Guerre d'usure, guerre de position, guerre froide, guerre éclair, drôle de guerre,

Guerre inter-étatique, guerre civile, guerilla, terrorisme,

I. Les notions de paix et de guerre dans l'histoire

A. Antiquité

Dans la philosophie grecque, la guerre est considérée comme un fait positif indiscutable : la Cité est avant tout un organisme défensif, une forteresse collective. La guerre est l'instrument d'un ordre providentiel dans lequel elle est mère de toutes choses ; elle fait des uns des dieux, des autres des esclaves ou des hommes libres. Les forces armées sont des milices lourdement équipées, organisées en phalanges ou en escadrons, destinées aux actions de choc et ayant recours aux arcs, flèches, lances et épées. Le monde est alors soumis à « **polemos** » (la guerre en grec).

Dans l'antiquité romaine, un droit de la guerre est établi et strictement appliqué : toute guerre doit être précédée d'une déclaration suivant des rites minutieux et ce, afin d'être juste, peu importe le pourquoi et l'objet. Le massacre des vaincus ou la vente des survivants comme esclaves constituent la règle. Quant aux armées romaines, elles surpassent toutes celles qui les ont précédées en matière d'exploits militaires et d'adresse tactique. Armées de boucliers, glaives et javelots, celles-ci sont bien entraînées et soumises à une sévère discipline. La puissance de leur organisation permet d'ailleurs à l'Empire romain d'étendre son pouvoir à travers l'Europe et l'ensemble du bassin méditerranéen.

Les Grecs désignaient la paix par le terme **eirènè** (εἰρήνη), mais cette notion n'avait pas la valeur positive absolue qu'on lui accorde aujourd'hui. La paix était souvent perçue comme un simple intervalle entre deux guerres, une trêve permettant de reprendre des forces. Dans un monde de cités rivales, la guerre semblait presque naturelle, tandis que la paix nécessitait des efforts diplomatiques constants.

La Trêve olympique ou **ekkekheiria** est une tradition de la Grèce antique qui remonte au IX^e siècle avant. J.-C. La coutume voulait que tous les conflits cessent pendant la durée de la Trêve, du septième jour précédant l'ouverture des Jeux au septième jour suivant leur clôture, pour permettre aux athlètes, aux artistes, à leurs parents et aux pèlerins de se rendre aux Jeux puis de retourner chez eux en toute sécurité.

Pour les Romains, la **pax** n'était pas l'absence de guerre, mais l'état résultant de la victoire militaire totale. La paix romaine se construisait par la conquête et la soumission des ennemis. Cette conception apparaît clairement dans la formule célèbre de Virgile : "imposer la paix aux vaincus" (*pacique imponere morem*). La paix était donc le fruit de la domination, non du compromis.

La paix possédait une dimension religieuse importante. Le temple de Janus, dont les portes restaient ouvertes en temps de guerre et fermées en temps de paix, symbolisait cet état sacré. Auguste se vanta d'avoir fait fermer ces portes à trois reprises, fait rarissime dans l'histoire romaine et preuve de la paix universelle qu'il prétendait avoir établie. (nommée plus tard la *pax romana* par l'historiographie)

En somme, à la fin de l'antiquité, l'idée a émergé que la guerre est un juste instrument des rois, une expression de la volonté des dieux, mais qu'un bon roi doit savoir imposer la paix (par la guerre donc)

B. Moyen Age

À l'âge féodal (Xe-XII^e siècles), la violence est endémique. La société féodale, organisée autour de la classe guerrière, fait de la guerre une pratique quasi permanente : conflits entre seigneurs, guerres privées, raids, pillages. La guerre féodale est fragmentée, locale, et souvent difficile à distinguer du simple brigandage. Cette violence structurelle s'explique par l'absence d'État centralisé capable d'imposer un monopole de la violence légitime. Du point de vue des rois, la guerre est perçue comme une mise à l'épreuve de la volonté divine. On cherche de part et d'autre la bataille décisive dans laquelle on jette l'ensemble de ses forces en espérant que Dieu donnera la victoire démontrant ainsi la justesse de sa cause (voir le Dimanche de Bouvines de Georges Duby).

Face à cette violence, l'Église développe dès la fin du Xe siècle des mécanismes pour la limiter. Le mouvement de la **Paix de Dieu (Pax Dei)** cherche à protéger certaines catégories de personnes (clercs, paysans, marchands, femmes) et certains lieux (églises, monastères) de la violence guerrière. Les seigneurs s'engagent par serment à respecter ces interdictions sous peine d'excommunication.

La **Trêve de Dieu (Treuga Dei)**, apparue au XI^e siècle, complète ce dispositif en interdisant les combats durant certains temps liturgiques (Avent, Carême, fêtes religieuses) et certains jours de la semaine (du mercredi soir au lundi matin). Ces initiatives témoignent de la volonté de l'Église de christianiser la violence et d'établir des espaces de paix.

La pensée médiévale hérite de saint Augustin la doctrine de la guerre juste (*bellum iustum*), développée notamment par Thomas d'Aquin au XIII^e siècle. Une guerre peut être légitime si elle répond à trois conditions : autorité légitime du prince, cause juste (défense, récupération d'un bien), intention droite (recherche de la paix et du bien commun, non la vengeance ou la cupidité). La chevalerie médiévale développe ainsi un code d'honneur qui tente de civiliser la violence guerrière. Le chevalier idéal doit protéger les faibles, respecter l'Église, combattre loyalement. Cet idéal chevaleresque, popularisé par la littérature courtoise, vise à transformer le guerrier brutal en défenseur de l'ordre chrétien et de la paix.

Cette théorisation permet de distinguer la violence légitime de la violence illégitime, mais elle sert aussi à justifier de nombreux conflits, notamment les **croisades** présentées comme des guerres saintes.

Aux XIII^e et XIV^e siècles, avec le renforcement des monarchies, la guerre devient progressivement une prérogative royale. Les rois de France et d'Angleterre affirment leur droit exclusif de faire la guerre et tentent d'interdire les guerres privées. La guerre de Cent Ans (1337-1453) marque cette transition vers des conflits entre États organisés, mobilisant des ressources importantes et des armées plus structurées.

La "**paix du roi**" se substitue progressivement aux multiples paix locales et ecclésiastiques, annonçant la concentration du pouvoir coercitif dans les mains du souverain et la professionnalisation de la guerre (armée de mercenaires sous contrat)

C. Epoque moderne

Transition vers les guerres étatiques.

L'époque moderne constitue un tournant décisif dans l'histoire de la guerre en Occident. Entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, la nature même des conflits armés se transforme profondément. Cette mutation ne relève pas du simple changement tactique ou technologique, mais d'une reconfiguration complète du rapport entre guerre et pouvoir politique. Comment la guerre passe-t-elle d'un phénomène partiellement incontrôlé, mêlant enjeux religieux et factionnels, à un instrument rationalisé au service d'États souverains de plus en plus puissants ? Cette évolution reflète un processus historique plus large : la construction de l'État moderne et la sécularisation progressive des relations internationales.

Les XVI^e et XVII^e siècles: guerres civiles, guerres de religion, guerres de faction.

Au début de l'époque moderne, la guerre échappe largement au contrôle des souverains. Les conflits se caractérisent par la multiplicité des acteurs impliqués : princes territoriaux, factions nobiliaires, ligues confessionnelles et villes se disputent le monopole de la violence. Les motivations s'enchevêtrent de manière inextricable, mêlant ambitions dynastiques, revendications territoriales et antagonismes religieux nés de la Réforme protestante. La frontière entre guerre civile, guerre de religion et conflit international devient floue, voire inexistante.

Cette confusion s'explique par la faiblesse relative du contrôle étatique sur l'appareil militaire. Les armées se composent largement de mercenaires difficiles à discipliner, financés de manière précaire par des prêteurs et des contributions locales. Le pillage reste un mode de subsistance courant pour les troupes, et les massacres de populations civiles ponctuent régulièrement les campagnes militaires. Le souverain peine à imposer son autorité face aux chefs de guerre qui agissent parfois comme de véritables entrepreneurs militaires autonomes.

Les guerres de Religion en France illustrent parfaitement cette situation. Entre 1562 et 1598, le royaume sombre dans une spirale de violence où la monarchie ne parvient plus à contrôler les ligues catholiques et protestantes. Les interventions étrangères (Espagne, Angleterre) aggravent encore le chaos. Henri IV lui-même ne peut pacifier le royaume que par un compromis avec l'édit de Nantes, non par une victoire militaire totale.

La paix se règle alors entre princes ou chefs de guerre. C'est à cette époque que naît l'ambassadeur, homme (religieux souvent) ou femme (les princesses jouent un rôle souvent important dans les médiations) chargés par le prince de discuter de paix avec ses homologues.

La guerre de Trente Ans est le paroxysme de la guerre factionnelle à l'échelle européenne. Commencé en 1618 comme un conflit confessionnel dans le Saint-Empire, le conflit s'étend progressivement à tout le continent. Des chefs mercenaires comme Wallenstein commandent des armées considérables et négocient d'égal à égal avec les souverains. Les dévastations sont apocalyptiques : le Saint-Empire perd entre un quart et un tiers de sa population. La guerre semble avoir acquis sa propre dynamique, échappant aux intentions politiques initiales.

Les traités de Westphalie

Les traités de Westphalie, signés en 1648, marquent une rupture conceptuelle majeure dans l'histoire de la guerre européenne. Ils consacrent l'affirmation de la souveraineté étatique comme principe organisateur des relations internationales. Chaque État est désormais reconnu comme acteur principal et

légitime, doté du droit exclusif de décider de sa religion intérieure. La guerre cesse d'être un phénomène chaotique mêlant dimensions confessionnelles et factionnelles pour devenir, en théorie du moins, un instrument réglé des relations entre États souverains.

Cette transformation juridique s'accompagne d'une évolution intellectuelle. Hugo Grotius avait déjà posé en 1625, dans son traité **De jure belli ac pacis**, les bases d'un droit international moderne régulant les pratiques guerrières. L'idée émerge que la guerre doit servir des objectifs politiques rationnels et être conduite selon certaines règles. Le système d'équilibre des puissances, qui dominera les relations internationales jusqu'au XXe siècle, commence à se mettre en place.

Les conséquences militaires de ce tournant sont considérables. Pour maintenir leur souveraineté nouvellement affirmée, les États doivent se doter d'armées permanentes, disciplinées et contrôlées. Le recours aux mercenaires diminue progressivement au profit de troupes nationales. Une réglementation embryonnaire des pratiques guerrières émerge, visant notamment à limiter les violences contre les populations civiles.

Enfin les ambassadeurs deviennent des émissaires permanents organisés par chaque état au sein d'une diplomatie qui s'occupe des relations inter-étatiques.

La monopolisation étatique de la guerre (fin XVIIe - XVIIIe siècle)

Le XVIIIe siècle parachève cette transformation en établissant définitivement le monopole étatique sur la violence légitime. Les monarchies absolutistes construisent des appareils militaires impressionnants : armées permanentes de plusieurs dizaines de milliers d'hommes, uniformisées, hiérarchisées, dotées d'un état-major centralisé et d'une chaîne de commandement claire. Seul le souverain détient désormais le droit de déclarer la guerre et de conclure la paix.

Cette évolution repose sur une révolution administrative et financière. La fiscalité régulière permet d'entretenir ces forces permanentes sans recourir au pillage. Des systèmes d'intendance sophistiqués assurent le ravitaillement des troupes par des magasins militaires et des routes stratégiques organisées. Les arsenaux et manufactures d'armes deviennent des entreprises étatiques de grande envergure. La guerre, de pratique incontrôlée, devient une institution bureaucratique.

Cette rationalisation transforme également la nature stratégique des conflits. La guerre devient un instrument politique au service d'objectifs précis et limités : conquêtes territoriales ciblées, maintien de l'équilibre des puissances, avantages commerciaux. Clausewitz théoriserait plus tard cette conception en affirmant que "la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens". La violence elle-même est partiellement encadrée : le XVIIIe siècle privilégie les guerres de sièges et de manœuvres, évitant les batailles décisives trop coûteuses en vies humaines et en ressources.

La guerre de Sept Ans (1756-1763) illustre parfaitement ce nouveau modèle. Premier conflit véritablement mondial, elle oppose des armées nationales bien organisées pour des objectifs géopolitiques clairement définis. Le célèbre "renversement des alliances" qui voit la France s'allier à l'Autriche, son ennemie héréditaire, démontre que la raison d'État prime désormais sur toute autre considération. La religion a complètement disparu comme motif de guerre. Les guerres révolutionnaires, à partir de 1792, confirment paradoxalement cette tendance : la levée en masse et la conscription renforcent encore le monopole étatique, même si elles introduisent une dimension idéologique nouvelle qui annonce les conflits du XIXe siècle.

Le traité de Paris en 1763 ou le congrès de Vienne en 1815 confirme la tendance à organiser des paix internationales fondées sur une négociation entre diplomates et sur certains principes: équilibre des puissances et souveraineté des États (respect des frontières)

D. Époque contemporaine

Au XIX^e siècle, la puissance relative acquise par les Etats occidentaux (essentiellement par la capacité d'imposition et les techniques industrielles) redonnent à la guerre son caractère asymétrique et impérialiste. D'une part les grandes puissances occidentales sont encore en conflits localisés voire internes (guerre de la Prusse en Europe, guerre civile aux Etats Unis), d'autre part la guerre coloniale leur permet d'imposer des paix désavantageuses aux autres pays du monde (guerres de l'Opium par exemple)

En termes de technologie, avec la Révolution industrielle et à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle de grands changements se produisent dans la conduite de la guerre, qui permettent de parler de « guerre industrielle ».

1. Les Etats se trouvent désormais capables de mobiliser d'importantes ressources économiques dans le but de mettre sur pied d'immenses armées et de les soutenir sur de longues périodes. C'est à cette époque que se généralisa la conscription.
2. L'utilisation de la vapeur et de l'électricité à des fins militaires (chemin de fer, navires à vapeur) permet de projeter ces armées sur de très longues distances et à des vitesses encore jamais atteintes.
3. La généralisation de l'usage du télégraphe permet de commander en temps quasi réel.
4. L'extension des armes à tir rapide (artillerie à longue portée et à chargement par la culasse, armes individuelles automatiques, plus tard mitrailleuses) augmente de façon géométrique les portées de tir et surtout la mortalité du champ de bataille. Les échelles spatiales du combat moderne s'en trouvent bouleversées d'autant. Les spécialistes parlent à ce sujet de la « dilatation des théâtres d'opérations ».
5. La taille de ces nouvelles armées impose l'emploi de méthodes de planification et de commandement directement issues du monde de la grande industrie.

La Première puis la Seconde Guerre mondiale sont le paroxysme de ces guerres totales et mondiales.

De 1945 à 1991 la guerre devient froide. La dissuasion nucléaire à partir de 1949 (explosion bombe soviétique) empêche l'affrontement direct. L'opposition entre les deux grandes puissances internationales, URSS et Etats Unis, conduit à une diminution des guerres entre puissances majeures mais à une multiplication de guerres périphériques impliquant directement ou indirectement les deux grands: guerre de Corée, guerre du Vietnam, guerre d'Afghanistan ou bien des puissances secondaires engagées dans le processus de décolonisation: guerre d'Indochine, guerre d'Algérie. Dans les conflits de cette période on assiste souvent à un fort déséquilibre (un Etat puissant et un Etat ou un groupe national plus faible) mais qui aboutit néanmoins très souvent sur une victoire du plus faible (Vietnam, Algérie, Afghanistan, Egypte, etc) Entre 1991 et 2001, la période de l'hyperpuissance états-unienne (le moment unipolaire) les guerres sont majoritairement des guerres civiles bénéficiant, ou non, de l'arbitrage états-unien:

1. Guerre civile somalienne (début en 1991 et toujours en cours par intermittence) : La guerre civile a commencé avec la chute du régime de Siad Barre, conduisant à un conflit prolongé entre diverses factions et milices.
2. Guerre civile en Sierra Leone (1991-2002) : Un conflit sanglant entre le gouvernement et le Front révolutionnaire uni (RUF), marqué par des atrocités massives et l'utilisation d'enfants soldats.
3. Guerre civile en Yougoslavie (1991-2001) : Comprend plusieurs conflits interconnectés dans les Balkans, notamment en Bosnie (1992-1995) ou au Kosovo (98-99)
4. Guerre civile au Rwanda (1990-1994) : Le génocide rwandais en 1994, au cours duquel environ 800 000 Tutsis et Hutus modérés ont été massacrés.

5. Guerre du Haut-Karabagh (1988-1994) : Conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au sujet de la région du Haut-Karabagh.
6. Guerre civile en Algérie (1991-2002) : Un conflit entre le gouvernement algérien et divers groupes islamistes.
7. Guerres du Congo (Première Guerre du Congo 1996-1997 et Deuxième Guerre du Congo 1998-2003) : Impliquant plusieurs pays africains et diverses factions rebelles.

Après les attaques de 2001, une nouvelle forme de conflictualité apparaît: le terrorisme international et avec lui la guerre contre la terrorisme (war on terror). Par ailleurs, la consolidation de la puissance chinoise et le retour de la Russie dans le jeu international (Vladimir Poutine, 2000) conduisent à un nouvel ordre mondial fondé sur le multilatéralisme et dans lequel l'ONU tente de résoudre les conflits par la négociation.

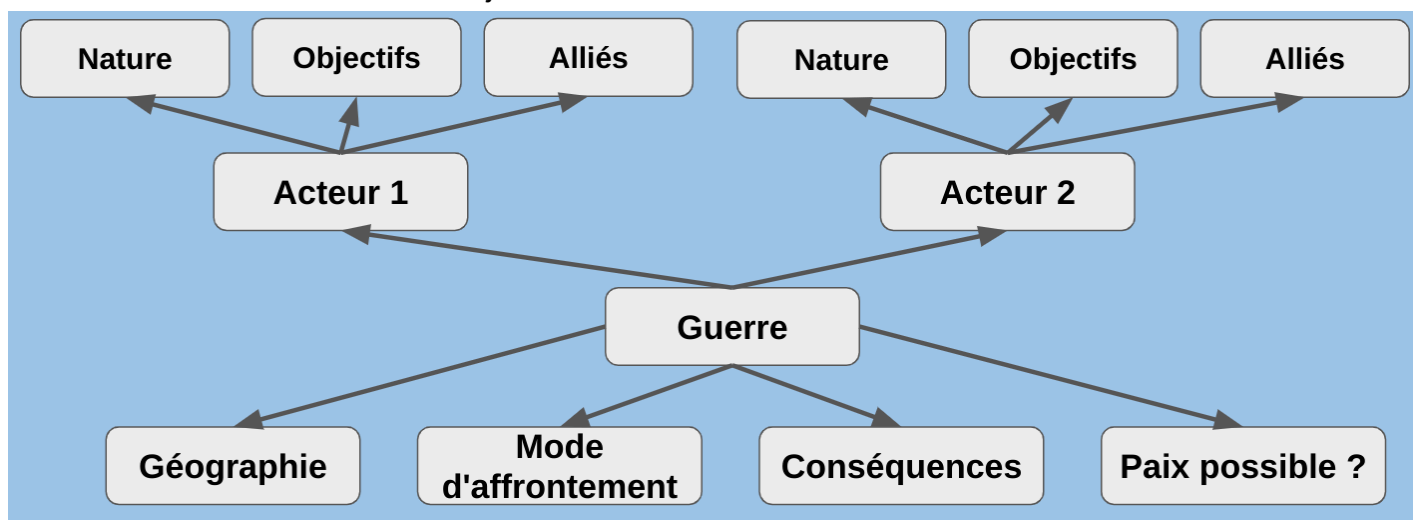
E. Aujourd'hui

II. Panorama des conflits ayant cours dans le monde

Quelles sont les principales guerres en cours dans le monde ?

Depuis environ 2012, les guerres se sont multipliées, après une baisse dans les années 1990 et au début des années 2000. Les conflits en Libye, en Syrie et au Yémen, déclenchés par les soulèvements arabes de 2011, ont été les premiers à éclater. L'instabilité libyenne s'est propagée vers le sud, contribuant à nourrir une crise qui perdure dans la région du Sahel. Une nouvelle vague de graves affrontements a déferlé : en 2020, la guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie au sujet de l'enclave du Haut-Karabakh, les combats sanglants dans la région du Tigré, dans le nord de l'Éthiopie, qui ont commencé quelques semaines plus tard, le conflit provoqué par la prise de pouvoir de l'armée au Myanmar en 2021 et l'attaque de la Russie sur l'Ukraine en 2022. À cela se sont ajoutés les ravages au Soudan et à Gaza en 2023. Dans le monde entier, le nombre de personnes qui meurent dans les combats, qui sont forcées de quitter leur foyer ou qui ont besoin de secours urgent pour survivre n'a jamais été aussi élevé depuis des décennies.

Présentation d'élèves: les conflits majeurs en cours.



Dix conflits à surveiller en 2024

III. Tentative de typologie: objectifs, nature, acteurs, résolution

Quelles sont leurs caractéristiques générales de la guerre ?

A. La guerre, un objet d'études difficile à catégoriser

On a défini la guerre comme une violence organisée entre des entités politiques, particulièrement des États, et considérée comme un phénomène historique et social. On peut essayer de créer une typologie selon ce niveau de violence. C'est ce qu'on fait implicitement lorsque l'on introduit des notions comme la guerre froide, la guerre totale, ou la guerre d'extermination. Cette approche a le mérite de définir au moins un seuil de violence qui sépare la guerre de la simple querelle ou bagarre de rue. La guerre se réfère à un phénomène d'une certaine ampleur qui implique une violence organisée (planifiée, conduite de façon rationnelle), d'une durée significative (une échauffourée n'est pas une guerre, un incident de frontière n'est pas une guerre) et entre des acteurs politiques structurés également. Par ailleurs, la guerre est censée impliquer des acteurs professionnels de la guerre, volontairement ou non. C'est à dire que la guerre ne vise pas les civils, sinon on entre dans la catégorie du terrorisme. Mais ici également les frontières sont difficiles à tracer.

La catégorisation par les acteurs est l'approche la plus classique et intéressante du point de vue de la géopolitique. On distingue alors les guerres entre États (interétatiques), entre des groupes politiques à l'intérieur d'un État (intraétatique) ou entre un État et d'autres groupes politiques. On parle alors de guerre asymétrique. (voir tableau)

Conflits opposant ...		Type de guerre	Exemples
État ou coalition d'États	État ou coalition d'États	Guerre interétatique	Guerre d'Ukraine
État ou coalition d'États	État bcp plus faible militairement	Guerre asymétrique (inter- ou intra étatique)	Guerre d'Afghanistan (2001-2021)
	Acteurs non conventionnels		Guerre en Syrie
État	Acteurs non conventionnels contestant l'autorité de l'État sur son territoire	Guerre intra-étatique: Guerre civile, guerre de sécession	Guerre en République Démocratique du Congo
Acteurs non conventionnels	Acteurs non conventionnels		Guerre de la drogue au Mexique

Enfin la catégorisation selon le mode d'exercice de la violence est également possible même si son intérêt est plutôt militaire que politique. On désigne ainsi par guerre conventionnelle, un conflit qui utilise des armes conventionnelles et/ou un conflit qui a lieu entre des armées régulières (c'est à dire appartenant à un État). Dans le premier sens, cela signifie l'usage d'armes de guerre conformes aux conventions internationales (convention de Genève de 1980 par ex) qui interdisent par exemple les armes chimiques ou les sous-munitions. La guerre cyber n'a pas encore fait l'objet de conventions, mais on classe par défaut la violence cyber dans le domaine non conventionnel. Les guerres utilisant des armes conventionnelles et non conventionnelles sont dites hybrides. Dans le second sens, la guerre conventionnelle désigne un mode d'affrontement qui n'implique pas des armées régulières mais des groupes non conventionnels. Cette

guerre non-conventionnelle ou irrégulière est caractérisée par la mobilité et la guérilla. Lorsque la guerre irrégulière prend des civils comme cibles on entre dans la catégorie du terrorisme.

B. La vision de la paix par l'UE (issu du site UE)

Plus de 70 ans après le lancement du projet initial de l'UE, la « Pax Europeana » a permis de réaliser un « bien commun européen » en matière de démocratie et de participation citoyenne, de mobilité, de prospérité économique et de sécurité. De fait, l'existence même de l'UE constitue un gage de paix sur le continent, grâce à la création du réseau de coopération régional le plus intégré au monde et au renforcement des institutions supranationales qui représentent les citoyens européens, les États européens et l'intérêt général européen.

La contribution majeure de l'UE à la paix a été reconnue lorsque l'Académie Nobel l'a félicitée pour avoir, « pendant plus de six décennies, contribué à la promotion de la paix et de la réconciliation, de la démocratie et des droits de l'homme en Europe ». L'UE est la seule organisation internationale, en dehors du système de la Société des Nations/des Nations Unies, à avoir reçu le prix Nobel (en 2012)

La définition moderne de la paix ne se limite pas à l'absence de guerre, mais englobe également le bien-être : les populations exigent et attendent davantage de la paix. Cette dimension positive de la paix est difficile à mesurer car elle s'inscrit dans un continuum, allant des conflits interétatiques à une perception positive de la paix par le public. Ce continuum comprend les violences internationales (guerres, conflits hybrides) et intranationales (violences de gangs ou policières, déplacements forcés). Par conséquent, toute mesure de la paix doit prendre en compte de nombreuses dimensions.

Une autre façon de mesurer la paix consiste à considérer le niveau des menaces qui pèsent sur elle, afin de les contrer et d'éviter toute détérioration. De nombreux États dans le monde sont confrontés à de multiples menaces qui, non seulement affectent la paix individuellement, mais peuvent aussi se combiner pour créer de nouveaux défis – des menaces hybrides.

C'est ce que propose l'indice Normandie

L'Indice de Normandie se distingue des autres indices en adoptant une approche adaptée par et pour l'action de l'UE. Il définit également le conflit et les nombreuses phases entre la paix parfaite et la guerre totale (conflictualité) comme le produit de facteurs liés aux principales menaces identifiées par l'UE dans sa stratégie d'action extérieure. Comme décrit dans les Perspectives de paix et de sécurité 2023 de l'EPRS, la Stratégie globale de l'UE identifie 11 menaces, énumérées à la page suivante, comme les principaux défis actuels pour la paix et la sécurité.

L'indice utilise 9 de ces 11 menaces comme facteurs auxquels est attribué un poids égal dans le résultat final pour 137 pays des Nations Unies (l'UE-27 étant comptée comme une seule entité). Une innovation majeure de l'Indice est de combiner des indicateurs géopolitiques avec des données économiques et sociales. En 2021 et 2022, à la lumière de nouvelles menaces pour la paix, trois nouveaux sous-indicateurs ont été ajoutés, mesurant l'impact de l'inflation, de la dette publique et de la consommation d'énergie. Ainsi, l'Indice de Normandie comprend désormais trois indicateurs composites : l'insécurité énergétique, la crise économique et la criminalité. Concernant la criminalité, bien qu'aucun ensemble de données solide mesurant la criminalité transfrontalière à l'échelle mondiale ne soit actuellement disponible, le niveau de criminalité dans les 137 entités mesurées est évalué au moyen d'un indicateur composant constitué d'une mesure globale de la criminalité organisée : le nombre d'homicides (75 % de l'indicateur composite) et un indicateur sur les perceptions de la criminalité (25 %). La catégorie de menace des menaces hybrides est exclue de l'Indice de Normandie, car les menaces hybrides sont, par leur nature même, multifformes, comprenant une combinaison de facteurs.

Axe 1: La dimension politique de la guerre : des conflits interétatiques aux enjeux transnationaux

Dans quelle mesure les nouvelles formes de conflits depuis la fin du XXème siècle remettent-elles en cause le modèle classique de la guerre défini par Clausewitz ?

- **La guerre, “continuation de la politique par d’autres moyens”**

Né en 1780, le Prussien Carl von Clausewitz est l'auteur d'un traité, *De la guerre*, considéré comme une référence majeure de la pensée stratégique. Après avoir combattu très jeune au sein de l'armée prussienne pendant les guerres napoléoniennes, il forge son savoir politique et tactique. En 1810, il enseigne à la toute nouvelle académie de guerre de Berlin, et commence à écrire. Il meurt en 1831 du choléra, laissant des textes épars que sa femme rassemble et publie entre 1832 et 1839 sous le titre *De la guerre*. L'œuvre de Clausewitz repose sur une observation précise des guerres de son temps. Il procède en historien, étudiant les guerres dans leur contexte pour en cerner les enjeux et en tirer progressivement des principes plus généraux.

A. La guerre de Sept ans et les guerres napoléoniennes, matrices de l'analyse de Clausewitz

La guerre de Sept ans (1756-1763)

La guerre de Sept Ans est un conflit mondial majeur impliquant les grandes puissances européennes et leurs colonies. Elle éclate principalement en Europe, en Amérique du Nord et en Inde, avec des racines profondes dans les rivalités coloniales et les tensions territoriales.

Les principaux belligérants sont la Grande-Bretagne, la France, l'Autriche, la Prusse, la Russie et la Suède. Le conflit prend naissance en Amérique du Nord, où Britanniques et Français s'affrontent pour le contrôle des territoires comme le Canada. En Europe, la lutte entre la Prusse de Frédéric II et l'Autriche de Marie-Thérèse pour la Silésie joue un rôle central. La guerre se propage en Asie avec des combats entre Britanniques et Français pour le contrôle des comptoirs en Inde. Elle est marquée par des campagnes militaires étendues, des sièges de villes importants comme celui de Québec en 1759, et des batailles navales significatives telles que la bataille des Cardinaux en 1759.

Les conséquences de la guerre de Sept Ans sont profondes. Elle redessine la carte politique mondiale lorsqu'elle prend fin avec le traité de Paris en 1763. La France cède le Canada ainsi que la Louisiane à l'est du Mississippi à la Grande-Bretagne, tout en perdant la Louisiane à l'ouest du Mississippi au profit de l'Espagne. La Prusse confirme sa puissance en Europe centrale, tandis que l'Autriche sort affaiblie de ses affrontements avec la Prusse. En Amérique du Nord, la guerre contribue à l'augmentation des tensions entre les colons britanniques et français, préfigurant les conflits futurs menant à la Révolution américaine. En Inde, elle consolide la position dominante des Britanniques face aux Français dans la course à la domination coloniale.

La guerre de Sept Ans pose ainsi les fondements pour les futurs conflits mondiaux et marque la montée en puissance de la Grande-Bretagne en tant que puissance coloniale dominante du XVIIIe siècle.

Les guerres révolutionnaires et napoléoniennes (1792-1815)

Les guerres révolutionnaires et napoléoniennes (1792-1815) sont une période tumultueuse marquée par une série de conflits militaires qui ont transformé radicalement l'Europe et influencé le monde entier. Ces

guerres se distinguent par leur origine dans la Révolution française de 1789, qui a renversé l'ancien régime et promu des idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité.

Au début, les guerres révolutionnaires opposent la France républicaine aux monarchies européennes coalisées, telles que l'Autriche, la Prusse et l'Espagne, qui craignent la propagation des idées révolutionnaires. Ces conflits se concentrent principalement en Europe occidentale, autour des frontières de l'ancien royaume de France, avec des campagnes militaires en Belgique, en Rhénanie, en Italie et en Espagne. En 1799, Napoléon Bonaparte prend le pouvoir en France et devient Premier Consul. Il mène ensuite la France à travers les guerres napoléoniennes, caractérisées par une série de coalitions contre la France impériale dirigée par Napoléon. Les principales puissances coalisées incluent la Grande-Bretagne, la Russie, l'Autriche et la Prusse.

Les batailles emblématiques des guerres révolutionnaires et napoléoniennes incluent Valmy (1792), Marengo (1800), Austerlitz (1805), Iéna (1806), et Leipzig (1813). Ces conflits sont marqués par l'utilisation de tactiques militaires innovantes, telles que la manœuvre de flanc et la concentration des forces, qui permettent à Napoléon de remporter plusieurs victoires décisives. La logistique innovante des armées impériales permet à Napoléon Bonaparte de souvent surprendre ses ennemis à l'échelon stratégique. Il dit ainsi "Le meilleur soldat n'est pas tant celui qui se bat que celui qui marche". Les guerres napoléoniennes se déroulent également sur les mers, avec des affrontements notables comme la bataille de Trafalgar (1805), où la flotte britannique sous l'amiral Nelson défait la flotte franco-espagnole. Les colonies et les territoires outre-mer deviennent également des enjeux dans le conflit global, avec des campagnes en Égypte, en Amérique du Sud et dans les Caraïbes.

Les conséquences des guerres révolutionnaires et napoléoniennes sont profondes. Elles redéfinissent les frontières européennes, sapent le système féodal en Europe continentale, et encouragent la montée du nationalisme dans les territoires conquis. Le Congrès de Vienne en 1814-1815 tente de restaurer un équilibre politique en Europe après les défaites de Napoléon lors de la campagne de Russie en 1812 et de la bataille de Leipzig en 1813. La défaite finale de Napoléon à Waterloo en 1815 marque la fin des guerres napoléoniennes et conduit à son exil à Sainte-Hélène. Ces guerres laissent un héritage durable en Europe et au-delà, contribuant à façonner les systèmes politiques et militaires modernes, ainsi qu'à influencer les relations internationales pour les décennies à venir.

B. La définition politique de la guerre par Carl von Clausewitz

L'ouvrage de Clausewitz, *De la guerre*, cherche à définir et à comprendre la guerre dans sa globalité. Au travers de huit livres répartis en trois parties, il cherche à construire une théorie de la guerre par la confrontation avec l'expérience. Il écrit dans son introduction de 1816-1817:

« Il ne faut pas trop laisser croître les feuilles et les fleurs théoriques des arts pratiques, mais les approcher de l'expérience qui est leur terrain naturel »

D'abord, Clausewitz définit, de façon générale, la guerre comme un duel entre deux parties, l'un cherchant à dominer l'autre :

« La guerre est un acte de violence dont l'objectif est de contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté (...) Pour atteindre cette fin avec certitude nous devons désarmer l'ennemi ».

En théorie la guerre n'a pas de limite dans l'utilisation de la violence et son but ultime est de terrasser l'adversaire et de lui imposer sa volonté. Ce modèle de la guerre, **guerre absolue** selon Clausewitz, est celui des guerres napoléoniennes.

« L'on pourrait douter de la réalité de notre notion de son essence absolue si nous n'avions pas vu de nos jours la guerre réelle dans sa perfection absolue. Après la courte introduction de la Révolution française, l'impitoyable Bonaparte l'a vite poussée jusqu'à ce point. Avec lui, la guerre

était conduite sans perdre un moment jusqu'à l'écrasement de l'ennemi, » (*De la guerre, livre VIII, chapitre 2, p. 672*).

Cependant, ce type de guerre est rare. Dans la réalité, les guerres sont le fait d'États qui proportionnent leur effort et leur stratégie militaire à l'objectif. C'est ce qu'il nomme la **guerre réelle**. Clausewitz analyse ainsi la Guerre de Sept Ans (1756-1763). Cette guerre est classique car elle oppose deux coalitions d'États (Grande Bretagne, Prusse et certains États allemands contre la France, l'Autriche et la Russie). C'est l'une des premières guerres « mondiales » car les belligérants s'opposent en Europe mais aussi dans les colonies. C'est une guerre régulière entre armées de métier et c'est une guerre réelle au sens où elle sert des objectifs politiques précis (la Silésie, les possessions coloniales) et limités.

Même si Clausewitz est contemporain d'autres modes de guerre (la **guérilla** des Espagnols contre l'armée d'occupation impériale française), il limite son analyse aux conflits inter-étatiques. Son concept de duel concerne bien un duel entre deux coalitions d'États, la guerre est menée par un commandement militaire au service d'un gouvernement.

Ensuite, la guerre selon Clausewitz est un instrument au service du politique. C'est la continuation de la politique selon d'autres moyens. Il dit ainsi:

« Nous voyons donc que la guerre n'est pas seulement un acte politique, mais un véritable instrument politique, une poursuite des relations politiques, une réalisation de celle-ci par d'autres moyens. »

En effet, selon lui, la guerre revêt une dimension politique car c'est un moyen d'action pour les États, qui leur permet de promouvoir leurs intérêts ou de répondre à une agression. La guerre concerne également le peuple, puisque, depuis les guerres révolutionnaires et la première conscription, les guerres peuvent être menées par des citoyens et non plus des soldats professionnels. Cela peut provoquer une radicalisation de la guerre puisque les citoyens y apportent des émotions: haine, vengeance, etc La guerre concerne aussi le commandement militaire qui doit conduire les opérations dans un jeu de probabilités et de hasard, sans connaître les dispositions ou intentions de l'ennemi. C'est ce que Clausewitz nomme le **“brouillard de guerre”**

Pour finir, et pour relativiser le travail conceptuel de l'auteur, il faut insister sur le fait que la guerre est un phénomène changeant et que toute définition, comme il le dit lui-même, s'inscrit dans un contexte spécifique.

« La guerre n'est donc pas seulement un véritable caméléon qui modifie quelque peu sa nature dans chaque cas concret, (...) mais elle est aussi une étonnante Trinité où l'on retrouve d'abord la violence originelle de son élément, la haine et l'animosité, (...) puis un jeu des probabilités et du hasard qui font d'elle une libre activité de l'âme, (...) et par sa nature subordonnée d'instrument du politique, par laquelle elle appartient à l'entendement pur. »

• Le modèle de Clausewitz à l'épreuve des guerres irrégulières

Au XXe siècle, les conflits entre armées se doublent de conflits de guérillas. Clausewitz évoquait déjà la « petite guerre » dans *De la Guerre* (1832), insistant sur la nécessité pour le plus faible de harceler les troupes étatiques pour les faire plier malgré la dissymétrie des forces (ex. Vietcongs pendant la guerre du Vietnam). La guerre de Sécession américaine (1861-1865) et les deux guerres mondiales du XXe siècle voient se diffuser ce type de combats (maquisards, partisans...) en marge des batailles classiques entre militaires réguliers.

Aujourd'hui, la faiblesse de certains États explique la multiplication des guerres irrégulières. Elles prolifèrent dans des États dépourvus de contrat social où les populations subissent l'absence d'État au quotidien: l'armée légale est défaillante, l'État corrompu et ses institutions incapables d'assurer le développement et la sécurité. Le terrorisme se déploie avec facilité dans des zones comme le Sahel, le

Yémen, la frontière afghano-pakistanaise. Des groupes asymétriques comme Al-Qaïda y prospèrent et déploient leur stratégie par la violence à l'échelle transnationale.

Pour le prof:

NIVEAUX D'ÉMERGENCE STRATÉGIQUE DES ENTITÉS NON ÉTATIQUES

Types d'entités impliquées	Aptitude stratégique maximale	Mode d'action	Moyens	Exemples
1 Quasi-État 	Projection hors du territoire contrôlé	Projection de force sur zones adjacentes, manœuvre offensive/défensive, assistance	Munitions guidées, capacités rudimentaires aériennes (hélicos, drones) et navales, création de filières techniques, C2 et soutien « expéditionnaire »	- Hezbollah
2 Gouv' présent déclaré Proto-État 	Contrôle territorial	Contrôle/interdiction de zone/manœuvre opérative	C2 opératif rudimentaire, unités paramilitaires ou conventionnelles, armements lourds, empreinte logistique majeure, contrôle des réseaux infra	- Daech - AQMI 2012 - Shebab en Somalie - FARC en Colombie 1998 - Vietminh - Boko Haram
3 Shadow gouv'/Gouv' extérieur Entité territorialisée 	Contestation contrôle territorial de l'État, de la coalition, ou des entités ENI	Guérilla apte à combattre des forces militaires (combat interarmes) Guérilla apte à combattre des forces de police (combat élémentaire)	C2 tactique, unités paramilitaires légères > compagnie, appuis-feu, IEDs, empreinte logistique significative, encadrement Groupes/sections paramilitarisés, armements collectifs, IEDs, empreinte logistique rudimentaire	- Armée de libération nationale algérienne - Vietcong - Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Sahel) - Talibans contre ISAF
4 Entité réticulaire 	Subversion/décrédibilisation de l'État	Terrorisme	Groupuscules avec armes individuelles, explosifs, caches, etc.	- Al Qaida

A. Le terrorisme islamiste de 1979 à 2024

Les origines de l'islamisme et le lien avec Israël

Les Frères Musulmans en Égypte: Initialement, en tant que mouvement pan-islamique, religieux et social, il prêchait l'islam en Égypte, enseignait aux illettrés, et établissait des hôpitaux et des entreprises commerciales. Il est ensuite entré dans l'arène politique, visant à mettre fin au contrôle colonial britannique sur l'Égypte. L'objectif auto-déclaré du mouvement est l'établissement d'un État gouverné par la charia, son slogan le plus célèbre dans le monde entier étant : "L'islam est la solution".

Le groupe s'est propagé à d'autres pays musulmans mais possède l'une de ses plus grandes organisations en Égypte malgré une série de répressions gouvernementales à partir de 1948 jusqu'à aujourd'hui, avec des accusations de planification d'assassinats et de complots. Il est resté un groupe marginal dans la politique du monde arabe jusqu'à la guerre des Six Jours de 1967, lorsque l'islamisme a réussi à remplacer le nationalisme laïc populaire après une défaite arabe retentissante face à Israël. Le mouvement a également bénéficié du soutien de l'Arabie saoudite, avec laquelle il partageait des ennemis communs comme le communisme.

Progressivement, certains groupes affiliés aux Frères musulmans sont devenus plus radicaux. Par exemple, l'assassinat d'Anouar el-Sadate a eu lieu le 6 octobre 1981. Anouar el-Sadate, président de l'Égypte, a été assassiné lors du défilé annuel de la victoire tenu au Caire pour célébrer l'Opération Badr, au

cours de laquelle l'armée égyptienne avait franchi le canal de Suez et repris une petite partie de la péninsule du Sinaï à Israël au début de la guerre du Kippour. L'assassinat a été perpétré par des membres du Jihad islamique égyptien.

L'Afghanistan, berceau de l'islamisme 1979-1996

L'islamisme s'est développé en Afghanistan dans les dernières décennies du XXème siècle. L'élément déclencheur majeur a été l'invasion soviétique de l'Afghanistan en décembre 1979. Cette intervention militaire a suscité une résistance armée de la part de divers groupes afghans, soutenus par des pays étrangers comme les États-Unis, l'Arabie saoudite et le Pakistan. Ces groupes de résistance, connus sous le nom de moudjahidin, étaient souvent organisés autour de lignes ethniques et tribales, mais partageaient un objectif commun de repousser les forces soviétiques et de défendre leur identité islamique.

Les moudjahidin ont bénéficié d'un soutien significatif des États-Unis et de leurs alliés, qui ont fourni des armes et une assistance financière à travers le Pakistan. Cette aide extérieure a renforcé les groupes islamistes au sein de la résistance, facilitant leur montée en puissance et leur influence. Parmi les divers groupes de moudjahidin, les plus radicaux étaient souvent affiliés à des idéologies islamistes, inspirées par des penseurs comme Sayyid Qutb et Abul A'la Maududi, promouvant un retour à un islam pur et l'application stricte de la charia. Ces groupes islamistes ont commencé à émerger comme des acteurs puissants au sein de la résistance, influençant non seulement la guerre contre les Soviétiques mais aussi les futures aspirations politiques de l'Afghanistan.

Ben Laden, un riche Saoudien qui a rejoint la lutte aux côtés des moudjahidin afghans, a utilisé ses ressources financières et son réseau pour soutenir la cause islamiste. Il a été un acteur clé dans le financement et l'organisation des combattants étrangers venus rejoindre la lutte en Afghanistan, attirant des volontaires venant de divers pays musulmans. Cette période a été cruciale pour la formation idéologique et organisationnelle d'**al-Qaïda**, bien que l'organisation n'ait officiellement été nommée qu'en 1988.

Après le retrait soviétique de l'Afghanistan en 1989, les moudjahidin, y compris les factions islamistes, ont continué leur lutte contre le gouvernement pro-soviétique à Kaboul. En 1992, le gouvernement communiste s'effondre, ouvrant la voie à une guerre civile complexe entre les différentes factions moudjahidin pour le contrôle du pays. Cet affrontement a favorisé les groupes islamistes radicaux, comme les talibans, qui ont émergé comme une force unificatrice promettant la stabilité et l'application de la charia. En 1996, les talibans, avec leur idéologie islamiste rigoriste, ont conquis Kaboul et instauré un régime fondamentaliste. Sous leur règne, l'application stricte de la charia a été imposée, marquant une période de répression sévère des droits humains et des libertés individuelles.

L'essor du terrorisme islamiste d'Al Qaïda 1996-2001

De 1996 à 2001, Al-Qaïda a mené plusieurs opérations terroristes internationales qui ont marqué son ascension en tant qu'organisation terroriste de premier plan. Délaissant l'Afghanistan rendu à l'islamisme (Talibans) Al-Qaïda a commencé à s'attaquer aux États Unis, utilisant notamment la rhétorique de la lutte contre les Croisés, après la première guerre du Golfe (Août 1990 - Février 1991) En effet les bases américaines installées en Arabie Saoudite sont pour les Salafistes une occupation de la Terre Sainte

De nombreux attentats ont été perpétrés, notamment:

Attentats contre les ambassades américaines en 1998 :

En août 1998, Al-Qaïda a coordonné des attaques simultanées contre les ambassades américaines à Nairobi, au Kenya, et à Dar es Salaam, en Tanzanie. Ces attentats ont fait plus de 200 morts et des milliers de blessés. Ils ont marqué la première fois où Al-Qaïda a mené des attaques majeures contre des cibles occidentales en dehors du Moyen-Orient.

Attentat contre le USS Cole en 2000 :

En octobre 2000, Al-Qaïda a organisé une attaque contre le destroyer américain USS Cole dans le port d'Aden, au Yémen. L'explosion d'une embarcation chargée d'explosifs a tué 17 marins américains et en a blessé de nombreux autres. Cet attentat a démontré la capacité d'Al-Qaïda à mener des opérations contre des cibles militaires occidentales.

Attentats du 11 septembre 2001 :

La planification minutieuse des attaques du 11 septembre 2001 a été menée par Al-Qaïda sous la direction d'Oussama ben Laden. Ces attentats visaient principalement les États-Unis et ont impliqué l'utilisation d'avions de ligne détournés pour attaquer des cibles symboliques comme le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington D.C. Ces attaques ont causé la mort de près de 3 000 personnes et ont marqué un tournant dans la guerre contre le terrorisme.

Pour mener à bien ses objectifs Al-Qaïda s'appuie sur un réseau mondial de sympathisants et de financement. Al-Qaïda a mis en place un réseau mondial de cellules dormantes, de recrues et de sympathisants dans de nombreux pays. Ils ont utilisé des méthodes sophistiquées pour financer leurs opérations, y compris le blanchiment d'argent et d'autres activités criminelles. Al-Qaïda a exploité l'idéologie islamiste radicale pour attirer des recrues et justifier ses actions terroristes. Ils ont utilisé Internet et d'autres moyens de communication pour propager leur message et recruter des partisans à travers le monde.

La guerre contre le terrorisme et la déstabilisation du Moyen Orient

Après l'intervention en Afghanistan en 2001, les États-Unis accusent le régime baasiste de Saddam Hussein de soutenir le terrorisme international et de posséder des armes de destruction massive.

La Seconde Guerre du Golfe est déclenchée en 2003 par une coalition menée par les États-Unis pour renverser Saddam Hussein, malgré l'opposition menée par la France et donc privée du soutien de l'ONU. Cette guerre a abouti à la capture et à l'exécution de Saddam Hussein, mais a également laissé l'Irak dans un état de chaos politique et de violence persistante, exacerbant les tensions sectaires et déclenchant une longue période d'instabilité dans la région. Les États-Unis tentent de s'appuyer sur la majorité chiite du pays, mais la guérilla irakienne est menée côté sunnite, principalement par l'Armée islamique en Irak, par les baasistes de l'Armée des hommes de la Naqshbandiyya et par les djihadistes d'Al-Qaïda en Irak qui forment en 2006 l'État islamique d'Irak. Après le retrait des États-Unis en 2011, l'État islamique (ou DAECH) saisit des territoires en Irak et en Syrie, profitant du chaos de la guerre civile syrienne. Il instaure rapidement un califat brutal, imposant la charia et commettant des atrocités. Daech a attiré des combattants étrangers et utilisé les médias sociaux pour recruter, financer et propager la terreur mondiale. Cependant, une coalition internationale dirigée par les États-Unis a lancé des campagnes militaires intensives qui ont progressivement réduit le territoire de Daech. En 2019, les derniers bastions de l'organisation ont été perdus, marquant la fin de son califat territorial, bien que des cellules dormantes continuent de représenter une menace.

Les attentats en Europe

Les groupes terroristes de la mouvance d'Al Qaïda ou Daech sont responsables de nombreux attentats commis dans le monde entier. Pour se limiter à quelques exemples en Europe, dix attentats ont été particulièrement meurtriers:

Entre 2005 et 2020, plusieurs attentats ont été revendiqués par Daech (État islamique) et Al-Qaïda ou des groupes affiliés en Europe. Voici une liste non exhaustive de certains des attentats les plus marquants :

1. Londres, 7 juillet 2005 (Al-Qaïda)

- **Lieu** : Métro et bus de Londres
- **Bilan** : 56 morts, plus de 700 blessés
- **Description** : Quatre kamikazes ont fait exploser des bombes dans trois rames de métro et un bus à Londres. L'attentat a été revendiqué par un groupe lié à Al-Qaïda.

2. Madrid, 11 mars 2004 (Al-Qaïda)

- **Lieu** : Trains de banlieue

- **Bilan** : 191 morts, environ 2 000 blessés
- **Description** : Dix bombes ont explosé dans quatre trains de banlieue à Madrid. Bien que cet attentat ait eu lieu en 2004, il est souvent cité dans le contexte des actions d'Al-Qaïda en Europe.

3. Paris, 7-9 janvier 2015 (Al-Qaïda)

- **Lieu** : Siège de *Charlie Hebdo* et Hyper Cacher
- **Bilan** : 17 morts
- **Description** : Les frères Kouachi, qui ont revendiqué leur appartenance à Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), ont attaqué le siège du journal satirique *Charlie Hebdo*. Peu après, un autre assaillant, Amedy Coulibaly, a pris des otages dans un supermarché casher, se réclamant de Daech.

4. Paris, 13 novembre 2015 (Daech)

- **Lieu** : Stade de France, terrasses de cafés et Bataclan
- **Bilan** : 130 morts, plus de 350 blessés
- **Description** : Des commandos armés ont frappé plusieurs lieux dans Paris, notamment le Bataclan, lors de la pire attaque terroriste de l'histoire moderne de la France. L'attentat a été revendiqué par Daech.

5. Bruxelles, 22 mars 2016 (Daech)

- **Lieu** : Aéroport de Bruxelles et métro
- **Bilan** : 32 morts, plus de 300 blessés
- **Description** : Des kamikazes se sont fait exploser à l'aéroport de Bruxelles et dans le métro, près des institutions européennes. Daech a revendiqué cet attentat.

6. Nice, 14 juillet 2016 (Daech)

- **Lieu** : Promenade des Anglais
- **Bilan** : 86 morts, plus de 450 blessés
- **Description** : Un camion a foncé dans la foule lors des célébrations du 14 juillet. Daech a revendiqué l'attaque, affirmant que l'auteur était un de leurs soldats.

7. Berlin, 19 décembre 2016 (Daech)

- **Lieu** : Marché de Noël
- **Bilan** : 12 morts, 56 blessés
- **Description** : Un camion a foncé dans un marché de Noël à Berlin. Daech a revendiqué l'attentat.

8. Manchester, 22 mai 2017 (Daech)

- **Lieu** : Manchester Arena
- **Bilan** : 22 morts, plus de 100 blessés
- **Description** : Un kamikaze s'est fait exploser à la sortie d'un concert d'Ariana Grande. Daech a revendiqué l'attaque.

9. Barcelone, 17 août 2017 (Daech)

- **Lieu** : La Rambla

- **Bilan** : 16 morts, plus de 130 blessés
- **Description** : Une fourgonnette a percuté la foule sur la Rambla, l'artère la plus touristique de Barcelone. L'attaque a été revendiquée par Daech.

10. Strasbourg, 11 décembre 2018 (Daech)

- **Lieu** : Marché de Noël
- **Bilan** : 5 morts, 11 blessés
- **Description** : Un homme a ouvert le feu sur le marché de Noël à Strasbourg. L'attaque a été revendiquée par Daech.

A. Le défi de la guerre au terrorisme

La géopolitique de la guerre contre le terrorisme, en particulier le terrorisme islamiste, se caractérise par des défis complexes et multiformes.

L'absence d'interlocuteurs fiables.

Une des principales difficultés réside dans l'absence d'interlocuteurs légitimes. Contrairement aux conflits interétatiques traditionnels, où des États souverains peuvent négocier, le terrorisme islamiste est souvent perpétré par des groupes non étatiques sans structures centralisées. Des organisations comme Al-Qaïda et Daech sont fragmentées en cellules indépendantes, rendant toute forme de négociation ou de dialogue extrêmement difficile.

L'absence de buts politiques clairs (de part et d'autre)

En outre, l'absence de buts politiques clairs complique davantage les efforts internationaux. Les États engagés dans la lutte contre le terrorisme adoptent des stratégies variées, parfois contradictoires, reflétant leurs intérêts nationaux plutôt qu'un objectif global cohérent. Par exemple, les interventions militaires des États-Unis et de leurs alliés en Afghanistan et en Irak visaient à déstabiliser des régimes perçus comme des soutiens au terrorisme, sans pour autant offrir de solutions politiques viables à long terme. Du côté des groupes terroristes, les objectifs sont souvent flous et utopiques, comme l'imposition mondiale de l'islam salafiste, contrastant avec des organisations telles que l'IRA qui poursuivaient des objectifs politiques clairement définis, comme la réunification de l'Irlande du Nord avec la République d'Irlande. L'absence d'objectifs réalistes de la part des organisations terroristes islamistes empêche la négociation.

Un objectif d'annihilation inatteignable

Enfin, l'objectif de nombreux États d'annihiler l'adversaire terroriste se heurte à la nature même de ces groupes. Le terrorisme islamiste est protéiforme et insaisissable, évoluant constamment pour s'adapter aux nouvelles circonstances. Les groupes terroristes exploitent les réseaux sociaux et les technologies modernes pour recruter et propager leur idéologie, rendant la victoire militaire conventionnelle inapplicable. Les frappes militaires peuvent détruire des infrastructures et éliminer des leaders, mais elles n'éradiquent pas les idéologies sous-jacentes ni les causes profondes du terrorisme, telles que les inégalités socio-économiques, l'instabilité politique et les ressentiments historiques.

En conclusion, la guerre contre le terrorisme islamiste est peu susceptible de parvenir un jour à éradiquer cette forme de terrorisme. Même si la défense et protection des populations est évidemment un objectif à court terme, les États occidentaux devraient proposer des stratégies à long terme visant à affaiblir le terrorisme islamiste à la racine : réduction des inégalités, promotion de l'éducation et de la démocratie, compensation ou apaisement des ressentiments historiques (colonisation notamment), etc

Axe 2: Le défi de la construction de la paix.

Quelles sont les conditions et modalités de la construction de la paix ?

I. Le système westphalien d'équilibre entre Etats

A. La guerre de Trente Ans

La guerre de Trente Ans (1618-1648) fut l'un des conflits les plus destructeurs de l'histoire européenne, impliquant de nombreuses puissances et résultant en des bouleversements politiques, religieux et territoriaux significatifs.

Origines et Début du Conflit

La guerre de Trente Ans (1618-1648) fut un conflit complexe et dévastateur en Europe centrale, principalement dans le Saint-Empire romain germanique.

Le conflit débute en Bohême, au sein du Saint-Empire romain germanique, en raison des tensions religieuses croissantes entre les protestants et les catholiques. En 1618, deux représentants impériaux (catholiques) sont jetés par la fenêtre du château à Prague par des nobles protestants de Bohême, marque le début des hostilités. Cette défenestration de Prague symbolise la résistance protestante contre les politiques répressives de l'empereur catholique Ferdinand II.

Elle se divise en trois phases distinctes : l'accélération du conflit (1618-1629), le paroxysme de la guerre (1630-1643) et le temps des négociations (1643-1648).

La propagation du conflit

La première phase commence avec la Défenestration de Prague. Les nobles offrent la couronne de Bohême à Frédéric V du Palatinat, électeur calviniste. L'empereur n'étant plus menacé à l'Est par l'empire Ottoman (qui s'occupe d'une révolte en Perse), une armée impériale attaque la Bohême. Rapidement défaite, l'armée impériale est placée sous le commandement de Tilly qui remporte une victoire catholique décisive à la bataille de la Montagne Blanche en 1620. Malgré l'entrée en guerre du Danemark du côté protestant (Christian IV de Danemark), les forces protestantes, bohémiennes ou danoises, ont été vaincues militairement, et avant l'entrée en guerre de la Suède la situation est largement favorable aux Impériaux. L'empereur souhaite alors récupérer les biens et terres confisquées par les protestants, et asseoir son autorité. Il promulgue l'Édit de Restitution, ordonnant la restitution des terres ecclésiastiques sécularisées depuis 1552. Ce faisant il remet en question les acquis de la paix d'Augsbourg (1555) qui prévoyait que chaque principauté pouvait exercer sa propre religion ("***Cuius regio, eius religio***" : tel prince, telle religion) et que les biens catholiques confisqués (abbayes, églises etc) resteraient aux mains des protestants. Cet édit provoque une grande résistance et mécontentement parmi les princes protestants et leurs sujets, exacerbant les tensions et les hostilités.

La guerre continentale

La deuxième phase, de 1630 à 1643, voit le paroxysme de la guerre avec l'intervention des puissances étrangères. La Suède, sous Gustave-Adolphe, entre en guerre en 1630, transformant le conflit en une **guerre continentale**. Les victoires suédoises, notamment à la bataille de Breitenfeld en 1631, redonnent espoir aux protestants. Cependant, Gustave-Adolphe est tué en 1632 à la bataille de Lützen, et la guerre continue avec des fortunes diverses. La France, sous Richelieu, entre en guerre en 1635 pour affaiblir les Habsbourg, prolongeant et intensifiant les combats.

Le début des négociations

La troisième phase, de 1643 à 1648, est marquée par des négociations de paix laborieuses. Les belligérants sont épuisés et cherchent à mettre fin au conflit. Les pourparlers de paix commencent en 1643 à Münster et Osnabrück, aboutissant à la Paix de Westphalie en 1648. Cet accord met fin à la guerre, redéfinissant les frontières politiques et religieuses en Europe et établissant des principes de souveraineté nationale et de cohabitation religieuse, marquant la fin des guerres de religion en Europe. La paix consacre également l'autonomisation du politique par rapport au religieux.

La guerre de Trente Ans eut des conséquences démographiques catastrophiques, avec des pertes humaines estimées à plusieurs millions en raison des combats, des famines et des épidémies. Les estimations les plus basses tablent sur 15% à 20% de victimes sur la population totale de l'Allemagne. Cela fait de ce conflit le plus meurtrier à l'échelle européenne. À titre de comparaison, l'URSS pendant la Seconde guerre mondiale a perdu 18% de sa population, l'Allemagne 12%. Les économies locales furent ravagées, et de nombreuses régions de l'Europe centrale et orientale furent dévastées. Les populations civiles furent fortement touchées notamment lors des prises et des sacs de ville par des troupes de mercenaires souvent mal rémunérées et mal contrôlées. Par exemple lors du sac de Magdebourg le 20 mai 1631, le pillage par les troupes de la Ligue catholique fait environ 25 000 victimes civiles selon les historiens soit plus de la moitié des 43 000 habitants.

B. Le système Westphalien d'équilibre des puissances

La guerre se conclut par les traités de Westphalie en 1648, qui redessinèrent la carte politique et religieuse de l'Europe. Ces traités accordèrent une reconnaissance officielle aux trois confessions religieuses : le catholicisme, le luthéranisme et le calvinisme. Ils confirmèrent l'indépendance des Provinces-Unies et de la Confédération suisse, et affaiblissent considérablement l'autorité des Habsbourg sur les États allemands, octroyant une plus grande autonomie aux princes allemands.

Les traités de Westphalie redéfinirent les principes de souveraineté et d'équilibre des puissances, marquant un tournant décisif dans la diplomatie européenne.

Souveraineté et Non-Ingérence

Les traités de Westphalie consacrèrent la notion de souveraineté territoriale, reconnaissant le droit des États de gouverner sans ingérence extérieure. Chaque État avait désormais l'autorité exclusive sur ses affaires internes, y compris la religion, la politique et l'économie. Cela mit fin aux interventions religieuses qui avaient enflammé les guerres précédentes et renforça l'idée que les affaires internes d'un État étaient inviolables. Les États acceptent de se fixer des règles et s'inspirent en cela de Hugo de Groot, dit Grotius, qui a publié en 1625 *Droit de la guerre et de la paix*.

Équilibre des Puissances

Le système westphalien introduit également le principe d'équilibre des puissances, visant à prévenir la domination d'une seule puissance en Europe. Les traités redistribuèrent les territoires pour maintenir un équilibre entre les grandes puissances, notamment en affaiblissant l'Empire des Habsbourg et en reconnaissant l'indépendance des Provinces-Unies et de la Confédération suisse. La France et la Suède, par exemple, reçurent des gains territoriaux pour contrebalancer le pouvoir des Habsbourg.

Diplomatie multilatérale

Les négociations de Westphalie ont impliqué de nombreux acteurs européens, représentant une diversité d'intérêts et de territoires. Cela a établi un précédent pour les futures conférences et traités multilatéraux, où les décisions sont prises par des négociations diplomatiques entre États souverains. La

diplomatie devient ainsi un outil central de la politique internationale, indépendante des considérations religieuses.

C. L'héritage du système westphalien aujourd'hui

Les conflits majeurs du XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècle en Europe (guerres de Louis XIV puis guerres de Sept ans) modifient à la marge l'équilibre des puissances. Ils consacrent d'abord la suprématie européenne française face à l'Espagne (paix des Pyrénées 1659) puis la rivalité commerciale entre les jeunes Provinces Unies et la France et l'Angleterre (guerres de Hollande) puis finalement la montée en puissance du Royaume-Uni (à partir de 1707) et de la Prusse. La Révolution française puis les conquêtes Napoléoniennes créent une rupture. La révolution introduit un nouveau type de guerre dès 1792 celle d'une armée de citoyens qui combattent au nom de la défense de valeur universelle, face à la monarchie qu'il encercle. Selon Clausewitz on se rapproche alors beaucoup plus du modèle de la guerre absolue qui ne peut se résoudre que par la violence. La France révolutionnaire étend sa domination sur de nouveaux territoires et acquiert de nouvelles frontières. Après 1800, les guerres napoléoniennes aboutissent à l'hégémonie française sur l'Europe. Elles mettent en péril l'égalité des états et l'équilibre voulu depuis 1648.

Finalement après la défaite de Napoléon à Waterloo, le Congrès de Vienne 1814-1815 tente de rétablir le système Westphalien. Selon le modèle de congrès de paix inauguré en 1648, il réunit les puissances européennes (Autriche, Russie, Royaume-Uni, Prusse) et referme la parenthèse des guerres de la Révolution et de l'Empire. Cette alliance des États monarchiques rejoint par la France en 1815 veut prévenir l'Europe contre la guerre par la tenue de congrès internationaux. L'Europe connaît effectivement une paix relative en traitant au 19^e siècle même si la montée des nationalismes provoque finalement la Première Guerre mondiale à l'aube du 20^e siècle. Par ailleurs l'Europe exporte la guerre dans le reste du monde dans par ses conquêtes coloniales.

Au XX^{ème} siècle, les guerres sont totales et leur conclusion ne repose plus sur une négociation multilatérale mais plutôt sur l'imposition de la volonté du vainqueur sur la vaincu. C'est le cas lors du traité de Versailles qui, sous l'apparence d'une conférence internationale, ne laisse pas s'exprimer le point de vue des puissances centrales. C'est encore plus marqué à l'issue de la Seconde Guerre mondiale où l'opposant, Allemagne nazie ou Japon impérial, a perdu toute crédit international par les horreurs commises. Il n'y pas de négociation.

Pourtant, le système westphalien, et son héritier le congrès de Vienne, ont posé les bases de la paix par la négociation multilatérale et l'équilibre des puissances. La SDN et l'ONU ne sont finalement que des versions permanentes des grands congrès pour la paix. Cependant l'histoire du XX^{ème} siècle montre que ce multilatéralisme ne fonctionne pas en cas de monde bipolaire (guerre froide). Il vit son âge d'or sous la gouverne de Kofi Annan et sous la domination états-unienne, au moment où ce pays est la seule superpuissance mondiale. C'est ce que nous verrons dans le chapitre suivant.

Aujourd'hui, le système de l'ONU est à nouveau impuissant (guerre en Ukraine, guerre à Gaza) bloqué par la contradiction entre un système très fermé (cinq puissances du passé avec droit de veto) et un monde de plus en plus multipolaire. Le système westphalien de paix par les traités pourrait refaire surface si des négociations multilatérales s'opéraient en dehors du cadre de l'ONU, trop fortement soumis à la tutelle occidentale. Mais il faudrait sans doute alors accepter que la guerre redevienne la poursuite de la politique par d'autres moyens, malheureusement beaucoup banale que ce que nous avons l'habitude d'envisager.

II. Le multilatéralisme pour la sécurité collective

A. Le renouveau de l'ONU après l'immobilisme de la guerre froide

Fondée en 1945, **l'ONU a comme objectif principal de défendre la paix dans toutes ses composantes**: aussi bien empêcher les conflits que promouvoir la prospérité et le développement pour tous. Elle est composée d'une assemblée générale rassemblant tous les états, qui y dispose chacun d'une voix. L'assemblée a un rôle essentiellement consultatif, son pouvoir est faible. Mais la réunion plénière en septembre est l'occasion pour les chefs d'État de se servir de cette tribune internationale.

L'ONU comptait à sa création 51 États. Elle en compte aujourd'hui 193. **L'ONU est dirigée par le Conseil de sécurité**. Il est composé de 15 membres. 10 membres sont tournant, il change tous les 2 ans, alors que cinq membres (les États-Unis, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni et la France) sont permanents. Ils disposent d'un droit de veto sur toutes les décisions, les résolutions votées. Cela leur assure un pouvoir considérable et, au temps de la guerre froide, empêchait toute décision. Le début des années 1990 ouvre une période de renouveau, puisque les deux superpuissances ennemies peuvent désormais s'entendre pour promouvoir la paix.

La diplomatie est au cœur du fonctionnement de l'institution. Le Conseil de sécurité vote des résolutions destinées à favoriser ou garantir la paix. Par exemple, en 2002, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, il vote la résolution 1441, proposée par les États-Unis, pour contraindre le régime irakien de Saddam Hussein à renoncer aux armes de destruction massive sous peine de «graves conséquences». Ces résolutions sont le résultat de négociations intenses.

L'ONU dispose d'une force militaire, les Casques bleus. Ce sont des soldats des armées nationales mises à disposition de l'ONU lorsqu'elle les engage dans une mission de maintien de la paix. C'est un vote du Conseil de sécurité qui décide de leur mobilisation. En tant que sous secrétaire général, Kofi Annan a dirigé les opérations de maintien de la paix, notamment au Rwanda à la suite du génocide en 1994 et en Bosnie pendant les guerres en ex Yougoslavie 1995, deux conflits particulièrement dramatiques.

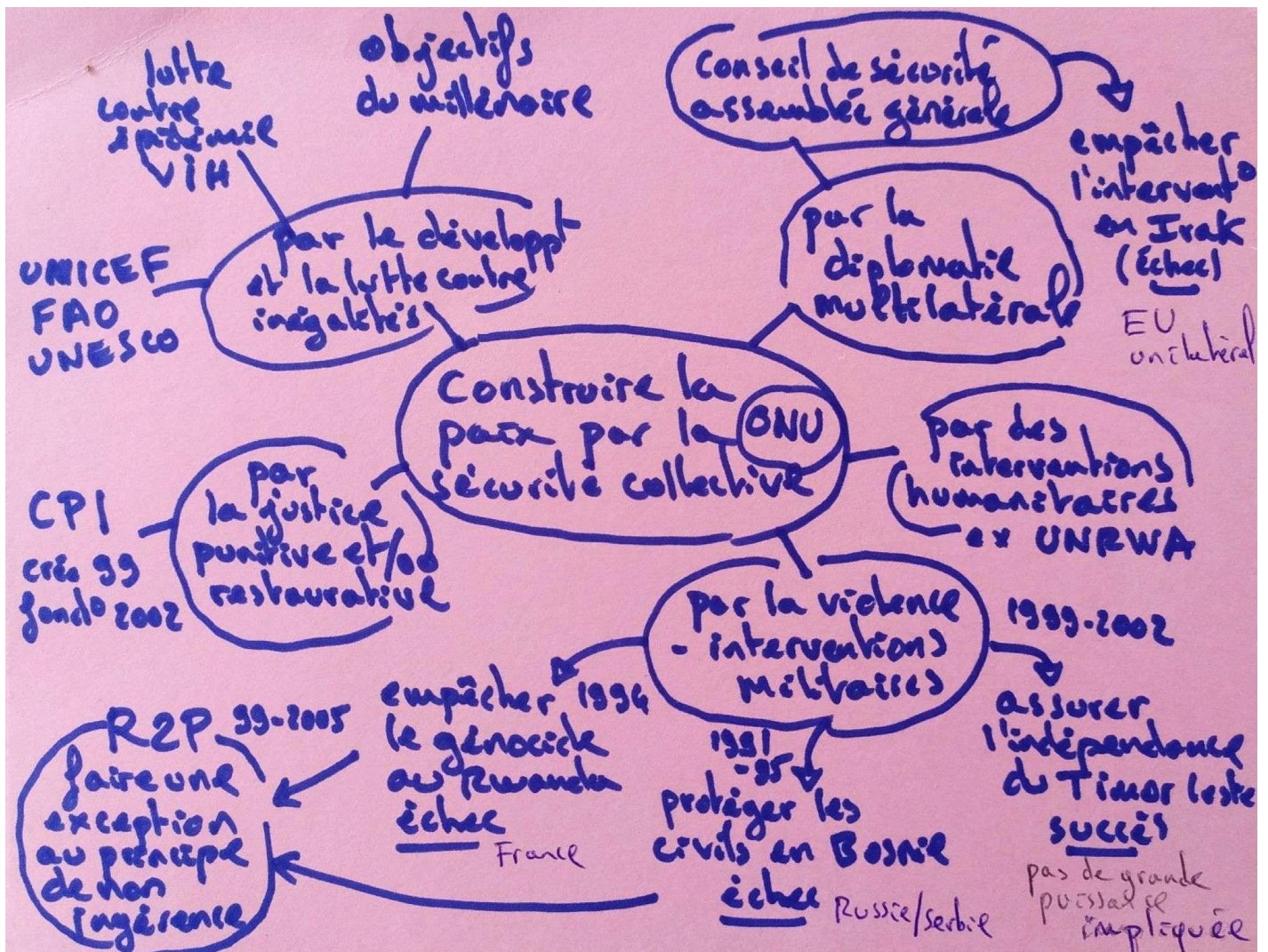
L'ONU est représenté par un Secrétaire Général qui incarne ses valeurs pacifiques. C'est un diplomate qui, par ses qualités, doit relier les différents acteurs des relations internationales, particulièrement en cas de tensions géopolitiques. Il est élu par l'Assemblée générale de l'ONU sur proposition du Conseil de sécurité. Kofi Annan, diplomate ghanéen, obtient le poste en 1997. Ça désignation se fait dans un contexte particulier: son prédécesseur l'égyptien Boutros Boutros Ghali, soutenu par le Conseil de sécurité et par une majorité à l'Assemblée Générale, est empêché d'effectuer un deuxième mandat par un veto américain

B. Kofi Annan, un réformateur visionnaire

ACTIVITE KOFI ANNAN

Puis, réaliser ensemble une carte mentale de synthèse à partir des présentations effectuées.

Par quels moyens Kofi Annan a-t-il cherché à assurer la paix mondiale, par la sécurité collective, lors de son mandat à l'ONU ?



Kofi Annan connaît bien l'institution. Il a occupé le poste de sous secrétaire général auprès de son prédécesseur et a su gérer des situations délicates en Irak et en ex-Yougoslavie. Il est le premier secrétaire général issu d'Afrique subsaharienne ainsi que le premier à avoir fait l'intégralité de sa carrière à l'ONU au sein de plusieurs organismes, l'OMS et le Haut Commissariat aux Réfugiés par exemple. Kofi Annan dispose d'un grand crédit lorsqu'il accède au secrétariat général. Pendant la guerre du golfe en 1991 il a réussi à faire libérer les otages occidentaux détenus par le dictateur irakien Saddam Hussein. Les États-Unis le soutiennent. En tant qu'ancien sous secrétaire général, il veut réformer en profondeur l'organisation. Dès son discours d'investiture à la tribune de l'Assemblée Générale à New York, il déclare vouloir assainir les Nations Unies, les rendre plus présentes et plus efficaces.

Une des premières initiatives de Kofi Annan est la création de la Cour pénale internationale (CPI) en 1998. C'est une juridiction universelle permanente compétente sur n'importe quel territoire et pour un temps indéfini. Elle est chargée de juger les personnes accusées de génocide, crime contre l'humanité, ou crime de guerre. Elle prend la suite de tribunaux exceptionnels instaurés par l'ONU pour juger des situations particulières. On peut citer le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, mis en place par des résolutions du Conseil de sécurité en 1993. La CPI entre en vigueur en 2002 et est installée à La Haye, au Pays-Bas.

Kofi Annan a beaucoup œuvré pour lutter contre les inégalités. Le second temps fort du premier mandat d'Annan est lié à la publication en 2000 du rapport du Millénaire, qui fait de la lutte contre la pauvreté et les inégalités une priorité pour assurer un développement humain minimal pour tous et, *in fine*, la paix. Ce devait être le principal objectif à poursuivre pour le nouveau millénaire. Ce rapport est à la base des «Objectifs du Millénaire pour le Développement». On en compte huit à l'époque, de la santé maternelle à la lutte contre la faim et l'analphabétisme. Il y en a aujourd'hui dix-sept.

Enfin, Kofi Annan a entamé un processus de réforme institutionnelle, afin de revitaliser l'ONU. Il envisage tout d'abord de créer un corps de casque bleu permanent qui permettrait d'intervenir au plus vite dans n'importe quel pays sans nécessiter le vote du Conseil de sécurité. Si la proposition n'a pas été retenue, elle a entraîné une augmentation des opérations de maintien de la paix dans le monde. L'action de Kofi Annan à la tête de l'ONU est un succès. En 2001 il est réélu pour un second mandat réclamation de l'assemblée générale et, dans la foulée, il reçoit conjointement avec l'ONU le prix Nobel de la Paix. Cette distinction salue le travail de Kofi Annan qui a su revitaliser l'ONU selon le comité Nobel.

C. Les limites du multilatéralisme

Les attentats du 11 septembre vont renforcer l'hostilité des États-Unis envers l'ONU. Le Conseil de sécurité a adopté une résolution affirmant leur droit à attaquer Al-Qaïda pour se défendre. Mais la nouvelle situation internationale va fragiliser l'ONU et son secrétaire général, de plus en plus marginalisé par l'action des États-Unis, qui opte pour une politique unilatérale. Ainsi les États-Unis n'avaient pas ratifié la création de la CPI, vu comme un attentat tolérable alors souveraineté et une menace pour leur soldat. L'intervention américaine en Irak est faite en opposition avec l'ONU. Sous prétexte de prévenir une attaque de l'Irak qui détiendrait des armes de destruction massive, le pays est envahi en 2003. La France, par la voix de Dominique de Villepin et, malgré la violence des pressions américaines, menace de mettre son veto à l'intervention de l'ONU en Irak. Les États-Unis attaquent donc presque seul. C'est le point de départ d'une grave crise au sein de l'institution.

Kofi Annan veut sauver le multilatéralisme dans la crise irakienne. Il envoie différents émissaires pour tenter de négocier une solution pacifique. En août 2003, le siège de l'ONU est victime d'un attentat attribué à Al-Qaïda et l'hémisphère de l'ONU ainsi que 21 autres personnes décèdent, c'est un véritable traumatisme qui entraîne le retrait du personnel onusien en octobre. Kofi Annan critique publiquement l'unilatéralisme états-unien ce qui achève de détériorer les relations entre les États-Unis et l'ONU

Kofi Annan termine son mandat fin 2006 et au moment de sa mort en 2018 la communauté internationale rend hommage à son indépendance et à sa vision. Cependant les échecs de l'ONU sont nombreux. Elle n'a pas réussi à empêcher le génocide des Tutsis au Rwanda, l'intervention unilatérale des États-Unis en Irak, l'invasion de l'Ukraine et, plus récemment, elle n'a pas réussi à imposer un cessez-le-feu à Gaza. Kofi Annan a réussi à mener à bien de nombreuses missions dans une période favorable où le multilatéralisme était un euphémisme pour nommer en fait une période de domination occidentale. Depuis une dizaine d'années, la Russie, la Chine ou encore l'Iran, contestent la domination occidentale sur le monde, reléguant l'ONU dans un rôle de chambre de débats qu'elle avait pendant la guerre froide.

OTC: Le Moyen-Orient : conflits régionaux et tentatives de paix impliquant des acteurs internationaux (étatiques et non étatiques).

Est-il possible de construire une paix durable au Proche et Moyen-Orient ?

I. Le conflit israélo-palestinien

A. Dates et chiffres clés

1917 : Arthur Balfour, secrétaire d'État britannique aux Affaires Étrangères, adresse une lettre ouverte au Lord Lionel Walter Rothschild, figure du mouvement sioniste, et déclare être en faveur de l'établissement d'un « foyer national pour le peuple juif » en Palestine qui jusqu'ici faisait partie de l'Empire Ottoman.

1920 : Lors de la chute de l'Empire Ottoman, la Société Des Nations (SDN) attribue au Royaume-Uni un mandat sur la Palestine. Les Britanniques administrent le territoire.

1917-1948 : À la suite de la déclaration de Balfour, de nombreux juifs font leur « alyá » (acte d'immigration en « terre promise »). Ils passent d'environ 70 000 personnes en 1917 à environ 650 000 début 1948. Le mouvement est accéléré par le génocide contre la population juive en Europe (5 à 6 millions de victimes, représentant 50 % de la population juive d'Europe).

1946 : Le Royaume-Uni est dépassé par les tensions qui surgissent entre les Arabes et les Juifs en Palestine mandataire. Ils abandonnent le dossier qu'ils transmettent à l'ONU.

29 novembre 1947 : Le plan de partage de la Palestine est adopté (résolution 181), malgré l'opposition de tous les États arabes. Ce plan prévoit la division de la Palestine en trois secteurs : le secteur arabe (45%), le secteur juif (55%) et Jérusalem sous tutelle de l'ONU.

14 mai 1948 : David Ben Gourion proclame l'indépendance de l'État d'Israël.

1948-1949 : La première guerre israélo-arabe oppose Israël au Liban, la Syrie, l'Égypte, la Jordanie et les Palestiniens. Envers et contre tous, l'État juif récupère 78% du territoire. Les 22% restant sont annexés par la Jordanie (la Cisjordanie) et l'Égypte (bande de Gaza). Pour les Palestiniens, c'est la « Nakba » - la catastrophe – plus de 800 000 personnes fuient la Palestine.

28 mai 1964 : L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) est créée afin de représenter le peuple palestinien et organiser la résistance contre Israël et la récupération de leur terre. Yasser Arafat prend la tête de l'organisation.

5 juin 1967 : Israël lance une offensive contre l'Égypte. La guerre dure six jours. Israël, qui s'oppose à l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, l'Irak et le Liban, remporte une victoire écrasante. Les Israéliens ont tout conquis : la Cisjordanie, la bande de Gaza, le Golan, la péninsule du Sinaï et Jérusalem-Est. Les voisins arabes finissent par récupérer leurs territoires, mais les Palestiniens, n'ont plus jamais repris le contrôle de leurs terres. Le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte la résolution 242 qui condamne l'acquisition des territoires par la guerre.

6 octobre 1973 : L'Égypte et la Syrie lancent une attaque surprise et inédite contre Israël, au moment de Yom Kippour, fête juive. Israël parvient finalement à repousser l'offensive. À la suite de cette guerre du Kippour, l'Égypte et Israël signent un accord de normalisation des relations à camp David, et Israël se retire

du Sinaï (1978). L'Égypte est suspendue de la Ligue arabe. Le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte la résolution 338 qui demande l'application de la résolution 242 et décide qu'un processus de négociation doit commencer.

1987 : Début de la première intifada – « la guerre des pierres ». Le peuple palestinien se soulève contre l'occupation israélienne. Les violentes émeutes, brutalement réprimées par l'armée israélienne, durent jusqu'en 1993. C'est au début de la première intifada que naît le Hamas ; à l'origine, un mouvement de jeunes inspirés par les Frères musulmans et qui estimaient que l'OLP ne combattait pas suffisamment Israël et qu'il fallait organiser la résistance armée.

15 novembre 1988 : Yasser Arafat, qui jusqu'ici refusait le plan de partage de l'ONU et prônait la résistance armée, annonce la création d'un État palestinien sur le principe des résolutions 181, 242 et 338 ; et de ce fait, reconnaît implicitement Israël.

1991 : Première tentative de négociation à Madrid entre Israël et les pays arabes sous l'égide des États-Unis et de l'URSS. Les Palestiniens sont intégrés dans une délégation jordano-palestinienne.

13 septembre 1993 : Les accords d'Oslo sont scellés par une poignée de main historique entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin. Le processus d'Oslo s'est déroulé dans le secret, en parallèle des négociations à Madrid qui n'aboutissent pas. L'accord est une déclaration de principes qui donne naissance à l'Autorité Palestinienne et qui prévoit une période de transition de 5 ans afin d'aboutir à la création d'un État palestinien. Cette période de transition n'a jamais été dépassée et les accords n'ont finalement jamais été appliqués.

4 novembre 1995 : Pendant son discours sur la paix, Yitzhak Rabin, Premier Ministre israélien, est assassiné par un juif extrémiste opposé aux accords d'Oslo.

Juillet 2000 : Des négociations reprennent à Camp David, sous l'égide des États-Unis. Les questions territoriales, le statut de Jérusalem et la question des réfugiés palestiniens paralysent le processus qui finit par échouer. Yasser Arafat est accusé d'avoir fait échouer les pourparlers.

28 septembre 2000 : Après l'échec de Camp David, Ariel Sharon, chef de l'opposition nationaliste de droite en Israël, fait une visite controversée sur l'esplanade des Mosquées/Mont du temple à Jérusalem (Voir Lexique en pied de page). La deuxième intifada, encore plus meurtrière que la première, éclate.

2002 : Ariel Sharon, qui a été élu Premier Ministre d'Israël, prend la décision de construire « un mur de sécurité » (Voir Lexique en pied de page) entre Israël et les Territoires palestiniens.

2003 : L'initiative de Genève, qui prévoit un plan de paix très détaillé, est signé par Yossi Beilin, Ministre israélien et Yasser Abd Rabbo, Ministre palestinien. L'accord est reconnu par l'Autorité Palestinienne mais rejeté par Ariel Sharon et le Hamas. Le plan de paix n'a jamais été appliqué.

2005 : Mahmoud Abbas succède à Yasser Arafat, mort en 2004, à la tête de l'OLP. Israël se retire de la bande de Gaza après 38 ans d'occupation, conformément au plan de désengagement unilatéral d'Ariel Sharon.

2006 : Des élections législatives sont organisées en Palestine et remportées par le Hamas. Les élections ont été surveillées par des observateurs internationaux qui en ont validé le bon déroulement démocratique. Pourtant, lorsque le Hamas a remporté ces élections, la communauté internationale a choisi de ne pas

reconnaître le résultat et de faire pression sur l'Autorité Palestinienne pour qu'ils ne donnent pas le pouvoir au Hamas, vainqueur des urnes.

2007 : Le Hamas prend le contrôle de la bande de Gaza, tandis que l'Autorité Palestinienne garde le contrôle sur la Cisjordanie. Depuis, la Palestine est divisée politiquement et plus aucune élection n'a pu être organisée.

2009 : Benyamin Netanyahu est élu Premier Ministre d'Israël, il encourage nettement la colonisation en Cisjordanie et durcit la politique sécuritaire.

2020 : Donald Trump, en présence de Netanyahu, présente « le plan de paix américain pour le conflit israélo-palestinien » qui a été négocié sans les Palestiniens. Ces derniers refusent ce plan favorable à Israël. Les accords d'Abraham sont pourtant signés et normalisent les relations d'Israël avec les Émirats Arabes Unis et le Bahreïn, puis, avec le Soudan et le Maroc.

7 octobre 2023 : Depuis la bande de Gaza, le Hamas conduit une série d'attaques et d'atrocités contre des militaires et civils israéliens. 1 200 Israéliens sont tués et 240 otages sont amenés dans la bande de Gaza. En représailles, une opération militaire israélienne, visant à éliminer le Hamas, est lancée contre Gaza.

En **Juin 2024**, on estime le nombre de morts Palestiniens à 40 000 victimes à Gaza dont 14 000 enfants.

Quelques chiffres

- 5,6 millions de réfugiés palestiniens ont été contraints de quitter le territoire sur lequel ils habitaient.
- 61% de la superficie de la Cisjordanie est interdite aux Palestiniens
- 3 572 Palestiniens, 198 Israéliens tués entre 2011-2021.
- 593 checkpoints israéliens en Cisjordanie visant à contrôler la circulation des Palestiniens.
- Plus de 630 000 colons installés en Cisjordanie dans 150 colonies établies officiellement et 128 colonies érigées sans l'autorisation d'Israël.
- 85% des ressources palestiniennes d'eau sont contrôlées par Israël.
- 2 millions de Palestiniens sont en situation d'insécurité alimentaire.

B. Les difficultés à envisager la paix

Pourquoi la paix entre Israël et les Palestiniens semble-t-elle impossible ?

I. Un conflit d'une extrême complexité

A. Un territoire aux ressources rares

L'eau potable est un enjeu majeur du conflit israélo-palestinien en raison de sa rareté dans une région aride, où les principales sources d'eau douce sont partagées entre Israël et les territoires palestiniens. Israël contrôle la majorité de ces ressources, limitant l'accès des Palestiniens, particulièrement en Cisjordanie et à Gaza, ce qui exacerbe les tensions et alimente le ressentiment. L'accès à l'eau est crucial pour la santé, l'agriculture et l'économie, et les restrictions imposées affectent directement la qualité de vie des Palestiniens. Les accords de paix, comme ceux d'Oslo, incluaient des provisions pour le partage de l'eau, mais les désaccords persistent. De plus, la surexploitation et la pollution dégradent les aquifères, affectant la disponibilité future de l'eau. L'eau est aussi un symbole de contrôle et de souveraineté, rendant son accès équitable essentiel pour la paix et la stabilité dans la région.

L'accès à la mer et aux ressources en gaz offshore est un enjeu crucial du conflit israélo-palestinien en raison de son impact économique et stratégique. La bande de Gaza, sous blocus israélien, dispose de gisements de gaz naturel offshore potentiellement lucratifs, mais l'exploitation de ces ressources est entravée par les restrictions imposées par Israël. Un accès limité à la mer empêche également les

Palestiniens de développer leur secteur de la pêche, essentiel pour leur sécurité alimentaire et économique. Le contrôle des ressources en gaz offshore pourrait offrir une autonomie énergétique et une source de revenus significative pour les Palestiniens, réduisant leur dépendance à l'égard de l'aide internationale et des ressources contrôlées par Israël. En outre, la souveraineté sur ces ressources est symboliquement importante pour les Palestiniens, représentant un élément clé de leur quête de reconnaissance et de droits nationaux, et exacerbant les tensions géopolitiques dans la région.

B. Des populations mêlées, des populations déplacées

La question des réfugiés palestiniens est un enjeu central du conflit israélo-palestinien en raison de son impact humanitaire, politique et démographique. Des centaines de milliers de Palestiniens ont été déplacés lors de la création de l'État d'Israël en 1948 et de la guerre de 1967, et leur statut demeure non résolu. C'est ce que les Palestiniens nomment la *nakba*, la catastrophe en arabe. Les réfugiés et leurs descendants, qui vivent dans des camps en Cisjordanie, à Gaza et dans les pays voisins, revendiquent un droit au retour dans leurs foyers d'origine, un droit qu'Israël refuse en raison de préoccupations démographiques et sécuritaires. Selon l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui est l'organisme principal chargé de fournir une assistance aux réfugiés palestiniens, il y avait environ 5,7 millions de réfugiés palestiniens enregistrés auprès de l'UNRWA à la fin de 2020. Pour Israël, accepter un grand nombre de réfugiés mettrait en péril la majorité juive de l'État.

La question des colonies israéliennes est un enjeu central du conflit israélo-palestinien en raison de son impact sur le territoire, les ressources et les perspectives de paix. Israël a établi des colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est depuis 1967, ce qui est considéré comme une violation du droit international selon de nombreuses nations et organisations, y compris les Nations unies. Les colonies entravent la création d'un État palestinien viable en fragmentant le territoire palestinien et en accaparant des ressources naturelles telles que l'eau et les terres agricoles. Elles sont également un point de tension majeur, provoquant des conflits avec les Palestiniens et sapant les efforts de négociation pour une solution à deux États. Pour les Palestiniens, l'expansion des colonies représente une atteinte à leur souveraineté et une menace pour leur droit à un État indépendant. En 2021, il est estimé qu'il y a environ 475 000 colons juifs vivant en Cisjordanie.

Enfin, de nombreux arabes musulmans vivent en Israël (environ 20% de la population, soit 1,9 millions). Ils constituent une minorité importante de la population israélienne et font face à des défis socio-économiques et politiques, notamment en ce qui concerne l'égalité des droits, l'accès aux services publics et les questions d'identité nationale et de citoyenneté dans un État majoritairement juif. Le statut de la ville de Jérusalem, divisée entre les différentes communautés et théoriquement partagée entre les territoires israélien et palestinien est une autre source de frictions à résoudre.

C. L'immixtion des acteurs régionaux du M-O et internationaux

Les acteurs internationaux ont des objectifs contradictoires concernant la situation en Palestine ce qui complexifie le conflit.

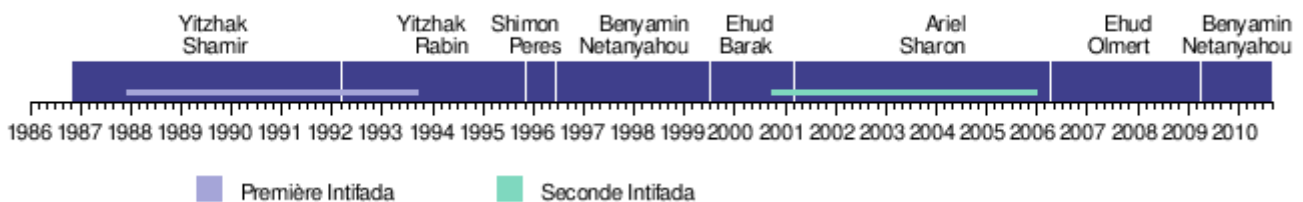
En tant que puissance régionale influente et partisan déclaré des Palestiniens, l'Iran soutient divers groupes palestiniens, notamment le Hamas à Gaza et le Jihad islamique palestinien. Cette assistance comprend un soutien financier, militaire et politique, ce qui renforce la capacité de ces groupes à mener des actions contre Israël. L'Iran utilise également le conflit israélo-palestinien comme un levier pour défier Israël et ses alliés régionaux, notamment les États-Unis et certains pays arabes. Sur le plan diplomatique, l'Iran critique régulièrement Israël sur la scène internationale et appelle à la résistance contre l'occupation israélienne.

Les États-Unis jouent un rôle central et influent dans le conflit israélo-palestinien en tant que principal allié et soutien d'Israël. Ils ont traditionnellement adopté une position pro-israélienne, offrant un soutien diplomatique, militaire et économique à Israël depuis sa création en 1948. Les États-Unis ont souvent utilisé leur veto au Conseil de sécurité des Nations unies pour bloquer des résolutions critiques envers Israël et ont

facilité les négociations de paix entre Israël et les Palestiniens, bien que ces efforts aient rencontré des succès limités. En outre, les États-Unis ont souvent été impliqués dans la médiation des pourparlers de paix, notamment par le biais de divers plans et initiatives diplomatiques. Cependant, leur rôle de médiateur est souvent contesté en raison de leur soutien inébranlable à Israël

Traditionnellement, l'Arabie saoudite soutient la cause palestinienne en tant que pilier de l'initiative de paix arabe, qui propose la normalisation des relations avec Israël en échange d'un retrait complet d'Israël des territoires arabes occupés depuis 1967 et d'une solution juste pour les réfugiés palestiniens. Cependant, ces dernières années, il y a eu des rapports d'un rapprochement discret entre l'Arabie saoudite et Israël, principalement basé sur des intérêts communs en matière de sécurité face à la menace iranienne et sur des collaborations économiques. Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a souvent condamné les actions israéliennes à Gaza et en Cisjordanie, appelant à la fin de l'occupation et à la création d'un État palestinien indépendant. La Turquie soutient activement les Palestiniens à travers des aides humanitaires et économiques, ainsi que des initiatives de développement. La Turquie utilise également son influence régionale pour promouvoir la cause palestinienne au sein des organisations internationales et pour attirer l'attention sur les violations des droits humains perpétrées contre les Palestiniens.

II. Des tentatives de paix restées infructueuses



A. Les accords de Camp David, 1978

Devant la Knesset, le parlement israélien, Al-Sadate prononce un discours d'ouverture : « Paix à tous sur la terre arabe, en Israël et partout dans ce vaste monde. » Le Premier ministre israélien, Menahem Begin, accepte cette main tendue et se déclare prêt à rendre les territoires du Sinaï, toujours occupés depuis dix ans, en échange d'une paix avec l'Égypte.

Le 17 septembre 1978, à Washington, Sadate et Begin signent les accords de Camp David. Ils mèneront, le 26 mars 1979, au traité de paix entre l'Égypte et Israël. Pour la première fois depuis 1948, les deux pays ne sont plus en guerre. Le texte prévoit notamment le retrait des troupes israéliennes présentes depuis 1967 dans la région du Sinaï. Celle-ci sera effectivement restituée à l'Égypte en 1982. Les alliés de Sadate sont furieux. L'Égypte est exclue de la Ligue arabe pendant dix ans.

Cependant, les accords concernant le statut de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, ainsi que l'autonomie de la Palestine resteront lettre morte (notamment les accords proposaient l'établissement d'une autonomie pour les Palestiniens vivant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza pendant une période de cinq ans de transition, après laquelle des négociations sur le statut final de ces territoires devaient avoir lieu).

B. Les accords d'Oslo

Les discussions qui mènent aux accords d'Oslo démarrent dans le contexte violent de la première Intifada (soulèvement) qui a commencé en décembre 1987. Ce soulèvement a été déclenché par des Palestiniens dans la Cisjordanie et la bande de Gaza contre l'occupation militaire israélienne. Elle a commencé en décembre 1987 et s'est caractérisée par des manifestations de masse, des grèves, des boycotts et des confrontations violentes entre les jeunes Palestiniens et les forces israéliennes.

Le 13 décembre 1988, Yasser Arafat, à la tribune de l'ONU, à Genève, reconnaît le droit à l'existence d'Israël et déclare renoncer au terrorisme. Le dialogue s'ouvre entre les deux ennemis. En reconnaissant l'État juif, Arafat permet l'ouverture de négociations, Israël et leur allié américain ayant posé l'une de ces conditions comme préalable à tout dialogue.

Alors qu'en 1947, les pays arabes avaient rejeté la résolution 181 de l'ONU (le plan de partage en deux États), Arafat, dans son discours, s'appuie désormais sur ce texte qui, selon lui, « assure les conditions de légitimité internationale qui garantissent également le droit du peuple arabe palestinien à la souveraineté et à l'indépendance ».

Le 13 septembre 1993, à Oslo, sous le regard du président américain Bill Clinton, qui joue le rôle de médiateur, Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, nouveau Premier ministre depuis 1992, échangent une longue poignée de main. Ils viennent tous deux de signer les accords d'Oslo qui prévoient la reconnaissance d'Israël par l'OLP, la création d'une Autorité palestinienne à Gaza et sur une partie de la Cisjordanie, ainsi qu'une période de transition de cinq ans vers un État palestinien indépendant. L'Autorité palestinienne voit le jour en 1994.

Yasser Arafat, Yitzhak Rabin et Shimon Peres, alors ministre des Affaires étrangères, reçoivent en 1994 le prix Nobel de la paix.

Le 4 novembre 1995, Rabin est assassiné par un nationaliste israélien opposé aux concessions accordées aux Palestiniens.

C. Le recul du camp de la paix depuis les années 2000

Les attentats perpétrés par le groupe islamique Hamas et la poursuite de l'installation de colons israéliens en Cisjordanie entravent toute avancée. En juillet 2000, Bill Clinton organise le sommet de Camp David II pour relancer le processus de paix, toujours sans succès : le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le Premier ministre israélien, Ehud Barak, campent sur leurs positions. Dans ce contexte tendu, un événement met le feu aux poudres : le 28 septembre, Ariel Sharon, chef du Likoud, se rend sur l'esplanade des Mosquées, lieu saint de l'Islam. Son but est de protester contre le Premier ministre israélien [Ehud Barak] qui vient d'entamer des discussions avec Yasser Arafat sur le statut de Jérusalem. Perçu comme une provocation, cet événement donne lieu dès le lendemain à de violents affrontements à Jérusalem entre des Palestiniens, des Juifs et l'armée israélienne. C'est le début de la seconde Intifada dans les territoires occupés. Ce soulèvement est plus violent que celui de 1987.

Le 16 juin 2002, le gouvernement israélien d'Ariel Sharon, désormais Premier ministre, entame la construction d'un mur de béton et de grillages de plus 700 kilomètres entre Israël et la Cisjordanie, mur qui empiète en partie sur les terres palestiniennes afin d'englober certaines colonies. Un projet condamné par l'ONU et par la Cour internationale de justice de La Haye.

2006 - Le Hamas gagne les élections législatives à Gaza, il expulse par les forces liées au Fatah et est au pouvoir. Il refuse de reconnaître l'existence de l'État d'Israël. Dès lors, la bande de Gaza devient le point névralgique des affrontements entre les deux camps. Le Hamas lance des roquettes, Israël lance des raids et impose un blocus sur la zone. Entre 2008 et 2014, trois conflits violents ont été déclenchés entre le Hamas et l'armée israélienne à Gaza.

En 2017, le président américain Donald Trump annonce le transfert de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem.. En 2020, l'administration américaine propose un nouveau plan de paix qui stipule la création d'un État palestinien démilitarisé aux frontières d'avant 1967, le maintien de Jérusalem comme capitale d'Israël, un plan d'investissements économiques, le gel de la colonisation juive en Cisjordanie et l'annexion par Israël de la vallée du Jourdain. Le projet soutenu par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu est rejeté par le Hamas.

En 2020, Israël opère un tournant dans ses relations avec les pays arabes. L'accord d'Abraham signé à la maison blanche normalise ses relations avec 2 pétromonarchies du Golfe (EAU et Bahreïn). Puis avec le Soudan et le Maroc qui de facto reconnaissent l'État d'Israël et font front contre un ennemi commun, l'Iran.

Le 7 octobre 2023, le Hamas déclenche une attaque contre les territoires israéliens limitrophes de Gaza. L'attaque terroriste vise des civils et est particulièrement atroce. Elle fait près de 1200 victimes et le Hamas emmène plus de 250 otages à Gaza. Depuis ce jour Israël mène une opération de destruction du Hamas à Gaza, qui se traduit en réalité par une destruction complète de Gaza. Cette guerre a fait plus de 35 000 victimes et 85 000 blessés jusqu'en Juillet 2024

III. Peut-on espérer une paix positive ?

A. Une escalade de la violence – vers une « guerre absolue »

Comme vu précédemment, la notion de "guerre absolue" selon Carl von Clausewitz est un concept où la guerre est menée de manière totale et inconditionnelle, sans limitation de moyens ni de fins. Elle se caractérise par l'usage maximal de la force pour anéantir l'adversaire, souvent avec des objectifs politiques ou idéologiques radicaux. Dans le cas du conflit israélo-palestinien, plusieurs aspects tendent à correspondre à cette définition.

Premièrement, on assiste à une escalade de la violence, apparemment sans limite. Aux attentats atroces du Hamas contre les civils en Israël (1200 victimes 250 otages) répondent les bombardements indiscriminés de Tsahal sur la bande de Gaza ont déjà tué plus de 45 000 Palestiniens dont une majorité de civils, notamment près de 15 000 enfants. Aucune des deux parties ne semblent aujourd'hui prêtes à renoncer à la violence. La CPI a d'ailleurs lancé des mandats d'arrêt contre, d'une part, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense Yoav Gallant et, d'autre part, trois hauts dirigeants du Hamas : Ismaël Haniyeh, leader politique du mouvement terroriste palestinien, Mohammed Deif , chef de sa branche armée, et Yahya Sinwar , considéré comme le cerveau des attentats du 7 octobre.

Deuxièmement, les objectifs politiques des deux protagonistes sont de plus en plus radicaux et de moins en moins ancrés dans le réel. D'un côté, la politique israélienne vise à détruire le Hamas sans qu'il soit expliqué comment distinguer les membres du Hamas des civils gazaouis. Certains fondamentalistes israéliens revendiquent l'entièreté de la Palestine comme territoire pour Israël. De l'autre côté, le Hamas prône également la destruction de l'Etat d'Israël. Aucun des deux partis ne semblent prêts à négocier sur des objectifs politiques raisonnables. La destruction de l'adversaire semble être devenu le seul objectif de guerre.

B. L'absence de représentants crédibles pour Israël et la Palestine

Actuellement aucun représentant des belligérants ne semble suffisamment représentatif et prêt à des compromis pour éventuellement ouvrir des négociations.

Du côté d'Israël, la coalition qui a porté Benjamin Netanyahu au pouvoir est de plus en plus fragile et contestée. Des milliers d'Israéliens défilent régulièrement contre le gouvernement de Benjamin Netanyahu, signe du mécontentement croissant de la population à l'encontre de la gestion de la guerre et de l'incapacité du Premier ministre à faire libérer les otages détenus à Gaza. Selon de récents sondages, 70 à 80 % des Israéliens estiment que Netanyahu devrait démissionner après la guerre.

Du côté palestinien, le Hamas, quoiqu'élue par les habitants de Gaza, est une organisation terroriste qui ne représente pas le peuple de Palestine. Le Fatah de Mahmoud Abbas qui dirige l'autorité palestinienne en Cisjordanie s'est largement déconsidéré aux yeux des Palestiniens à cause de scandales de corruption, de népotisme et plus fondamentalement par son incapacité à imposer une autorité palestinienne crédible face à Israël.

C. Deux Etats ? mais lesquels ?

**Iris Seri-Hersch Maîtresse de conférences - Histoire contemporaine du monde arabe -
Département d'études moyen-orientales (DEMO), Aix-Marseille Université (AMU) 16 janvier 2024
The Conversation**

Alors que les massacres et les bombardements engendrent leurs cortèges de morts, de souffrances, de haines et d'appels à la vengeance dans l'espace israélo-palestinien et au-delà, il est indispensable de poser

– une énième fois – la question du règlement politique d'un conflit dont les racines remontent à la fin du XIXe siècle.

Le mantra de la « solution à deux États »

Durant ces trente dernières années, la « solution à deux États » s'est transformée d'un dispositif politique contesté mais envisageable au moment de la signature des accords d'Oslo (1993) à un outil rhétorique déconnecté des réalités de terrain. Mais de quelle solution à deux États parle-t-on ?

La création de deux États selon les frontières « de 1967 » (lignes du cessez-le-feu qui, à l'issue de la guerre israélo-arabe de 1948-1949, dessinèrent les contours de la Cisjordanie annexée par la Jordanie et de la bande de Gaza contrôlée par l'Égypte) n'est plus une option réaliste, notamment à cause de la colonisation juive massive en Cisjordanie depuis la conquête israélienne de 1967. On peut aisément avancer qu'elle ne l'a jamais été : la discontinuité territoriale entre la Cisjordanie et la bande de Gaza empêche de penser sérieusement un État palestinien dans ces espaces, avant même de prendre en considération le morcellement interne de la Cisjordanie impulsé par les accords d'Oslo et par les dispositifs de contrôle israéliens mis sur pied lors de la seconde Intifada.

Pragmatisme et référendum populaire

Imaginons un référendum populaire organisé par une instance internationale auprès des Israéliens et des Palestiniens. Les votants, qui devraient remplir deux conditions pour participer au référendum (détenir la citoyenneté israélienne ou palestinienne et résider entre la Méditerranée et le Jourdain), seraient invités à se prononcer en faveur de l'une des deux options suivantes : un État multiconfessionnel et trilingue dans l'ensemble de l'espace israélo-palestinien ou deux États distincts fondés sur l'ethnicité (arabe/juive).

L'option d'un État multiconfessionnel et trilingue

L'option d'un seul État multiconfessionnel (judaïsme, islam, christianisme, etc) doté de trois langues officielles (hébreu, arabe, anglais) consacrerait comme priorité le fait de coexister dans un cadre politique commun et d'avoir accès à la totalité du pays, de la Galilée boisée au nord jusqu'au désert du Néguev.

Ni « Israël », ni « Palestine », mais un nouveau nom à imaginer et un régime nécessairement démocratique pour garantir, entre autres libertés, les libertés de croyance, de pensée et de culte, ainsi que l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Cet État aurait Jérusalem pour capitale.

Les avantages de cette solution seraient nombreux, parmi lesquels la liberté de mouvement pour toutes et tous sur l'ensemble du territoire, la taille raisonnable de cette entité politique, la variété de ses climats et de ses ressources, l'évitement du casse-tête que constitue le tracé de nouvelles frontières internes. Le coût principal lié à la mise en place d'un tel État serait, pour les Israéliens et les Palestiniens, de renoncer à des symboles nationaux fondés sur une seule religion et/ou une seule langue, tout en préservant leurs histoires singulières.

Deux États à base ethnique ?

L'option alternative consisterait en une variation de la solution « classique » à deux États. Cimenté par l'ethnicité, chacun des États arabe et juif devrait toutefois bénéficier d'une continuité territoriale interne et d'un accès direct à la mer Méditerranée. Ces contraintes vitales impliqueraient un axe frontalier ouest-est plutôt que le puzzle à six pièces envisagé par l'ONU dans son plan de partage de novembre 1947, dessiné principalement selon les zones de peuplement de la minorité juive (à l'époque un tiers de la population et 7 % de la propriété foncière). L'État du sud jouirait d'une superficie plus étendue pour compenser les inconvénients du Néguev désertique.

La capitale des deux États serait une Jérusalem partitionnée, dont les lieux saints – voire l'ensemble de la vieille ville – seraient placés sous une tutelle internationale. Informés du futur tracé des frontières, les habitants de l'actuel espace israélo-palestinien auraient la possibilité de choisir leur lieu de résidence et la citoyenneté correspondante. Cette configuration permettrait aux nationalismes palestinien et israélien de s'incarner chacun dans un État souverain ; elle présenterait aussi l'avantage de laisser le choix du régime politique à l'appréciation des acteurs locaux. Le risque de guerre entre deux États aux idéologies religieuses

et/ou nationalistes exacerbées, aux appétits territoriaux non assouvis et aux régimes politiques potentiellement différents serait cependant élevé.

En tant qu'historienne, il n'est pas dans mes habitudes, ni généralement dans celles de ma profession, d'adopter une posture prescriptive. Mais si les sciences humaines et sociales peuvent apporter des éclairages et des idées aux décideurs et aux militants, un petit pas aura été franchi dans l'ouverture de nouveaux horizons politiques au Proche-Orient.

II. Les Guerres du Golfe : des interventions extérieures déstabilisatrices et génératrices de conflits asymétriques

A. La première guerre du Golfe (1990-91), manifestation du concept de sécurité collective

A la fin de la Guerre froide, les États-Unis sont la seule grande puissance (superpuissance voire hyperpuissance)

Ils veulent imposer un nouvel ordre mondial fondé sur la paix et la gestion collective des affaires du monde (Multilatéralisme, mais sous le leadership américain). Ce « Nouvel ordre mondial » s'est reflété dans la 1ère guerre du Golfe.

Déroulement de cette 1ère guerre du Golfe

- août 1990, l'armée irakienne (menée par le président Saddam Hussein du parti Baas, sunnite) envahit le Koweït, petit État sur le golfe Persique au Sud-Est de l'Irak, pour l'annexer et s'approprier ses réserves pétrolières.
- L'ONU exige que l'Irak évacue le Koweït, en août 1990 (résolution 660). L'Irak ne le fait pas : la communauté internationale réagit
- **janvier 1991** : lancement de l'opération « **Tempête du désert** », guerre inter-étatique dissymétrique entre une coalition internationale puissante sous mandat de l'ONU et l'armée irakienne.
- Cette guerre est une victoire du multilatéralisme (dirigé) : elle est menée et remportée par une très vaste coalition de 34 États (1 million de soldats), impulsée par l'ONU (certes les USA dominant, organisent l'attaque, mais il y a bien union et concertation). Des acteurs régionaux, internationaux et non-étatiques sont également impliqués. (Trente-quatre pays regroupant près de 940 000 hommes, sous commandement américain : États-Unis (535 000 hommes) ; Arabie saoudite (118 000) ; Turquie (95 000) ; Emirats arabes unis (40 000) ; Royaume-Uni (36 000) ; Egypte (35 000) ; Oman (25 000) ; Syrie (21 000) ; France (19 000)...)
- Cette guerre est une tentative de ramener la paix dans la région.. Elle permet la résolution d'un conflit interétatique régional par une coalition sous mandat de l'ONU.

Les sanctions économiques

Les sanctions économiques, d'embargo sur l'achat de pétrole et la vente d'armes, ont été initialement mises en place peu de temps avant la 1ère guerre du Golfe par le Conseil de sécurité et sont restées telles quelles lors de l'arrêt de ces opérations militaires. Toute levée de sanction est déterminée par la reconnaissance des frontières entre l'Irak et le Koweït, de supprimer toute sa capacité militaire en termes de missiles balistiques, de renoncer à l'adoption de tout armement de destruction massive, de reconnaître sa dette extérieure et de financer un fonds de dédommagement pour la guerre du Golfe. En avril 1995, la résolution 986 du Conseil de sécurité met en place le programme Pétrole contre nourriture, ce programme fonctionnera de décembre 1996 jusqu'en 2003. Il est petit à petit délaissé.

Les sanctions ne permettent pas de faire tomber le régime de Saddam Hussein mais ont un impact considérable sur la population. Avant même la guerre du Golfe, l'Irak sort de la guerre Iran-Irak, il est fortement endetté, son économie est soutenue essentiellement par le secteur pétrolier, 70 % de sa nourriture est importée. A cela s'ajoute les dégâts de la guerre du Golfe qui ont détruit les infrastructures. On estime à près d'un million les morts dus à l'embargo, dont près de 500 000 enfants.

Conséquences -

La résolution rapide et concertée de la Guerre du Golfe a fait naître l'espoir d'un monde sans conflits : l'ONU n'est plus paralysée (la fin de la Guerre froide marque une fin de l'usage systématique du droit de veto). Mais Saddam Hussein conforte néanmoins son pouvoir en Irak après que son armée s'est retirée du Koweït et les sanctions pénalisent essentiellement la population.

B. La seconde guerre du Golfe (2003-2011)

Un conflit qui divise les Occidentaux

Les attentats du 11 septembre 2001 bouleversent les relations internationales. Le nouveau président Georges W. Bush déclare la guerre au terrorisme. Il ne s'agit plus d'intervenir pour rétablir la paix (années 1990), mais pour lutter contre les menaces terroristes transnationales

Les États Unis attaquent l'Afghanistan des Talibans en 2001 (où sont localisés les bases d'entraînement d'Al-Qaïda, qui a organisé les attentats) avec l'accord de l'ONU et de la communauté internationale (toujours le multilatéralisme dirigé)

A partir de 2002, Les États-Unis accusent l'Irak du dictateur Saddam Hussein de développer des armes de destruction massive, mais aussi d'entretenir des relations avec Al-Qaïda. Ces accusations sont l'objet de vifs débats à l'ONU en 2003. La France s'illustre, à travers son ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, en prenant la direction du front opposé à l'intervention militaire en Irak et favorable à la poursuite des investigations sur place (inspecteurs de l'Organisation des Nations unies (ONU) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)). La France est alors soutenue par Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU

Face au risque de triple veto (France, Russie et Chine), G.W. Bush décide d'intervenir sans le soutien de l'ONU (invasion en 2003 de l'Irak par une coalition menée par les USA : l'idéal de sécurité collective est durablement fragilisé). L'ONU est de plus incapable de sanctionner les USA et leurs alliés Britanniques, ces derniers disposant du droit de veto.

L'intervention de la coalition américaine : un succès très relatif (2003-2011)

Le 20 mars 2003, l'opération "Liberté irakienne" est lancée par une coalition hors ONU, menée par les États-Unis et à laquelle participent plusieurs pays européens (Royaume-Uni, Espagne), mais aussi l'Australie, etc.

La coalition remporte rapidement la victoire militaire = guerre inter-étatique dissymétrique (Fin 2003 Saddam Hussein est fait prisonnier). Les États-Unis veulent appliquer leur modèle démocratique. Fin janvier 2005, les Irakiens sont appelés à voter pour choisir les membres de l'Assemblée constituante.

Cette victoire se complexifie rapidement : La communauté internationale découvre bientôt que les fondements de l'intervention américaine en Irak sont mensongers (pas d'armes de destruction massive, pas de soutien à Ben Laden et Al Qaïda) En avril 2004, des images de prisonniers irakiens humiliés par des militaires américains à la prison d'Abou Ghraïb sont diffusées, ce qui provoque une indignation mondiale et accroît l'antiaméricanisme dans la région. Les États-Unis font le choix de dissoudre l'armée irakienne, de se débarrasser des cadres du parti Baas et de s'appuyer sur la majorité chiite du pays. Ils mesurent mal les inimitiés et rapports de force dans le pays.

Après la fin du conflit lui-même, les États-Unis sont considérés comme une armée d'occupation : morts de centaines de milliers de civils irakiens (contre 4.400 morts Américains) = manifestations + début d'une période d'attentats contre les E.U.

La « démocratisation » forcée de l'Irak creuse le fossé entre les communautés : Sunnites et les Chiites. La proclamation de l'État islamique en Irak en 2014 démontre les difficultés militaires des américains

Une guerre non conventionnelle succède à la guerre interétatique déclenchée par la coalition.

Une pacification impossible (depuis 2011)

En 2011, à l'initiative de Barack Obama, les derniers soldats américains quittent l'Irak, laissant le pays plongé dans une grave crise.

L'occupation de l'Irak a permis sa démocratisation, mais a entraîné le l'éclatement du pays : développement du terrorisme islamiste, divisions importantes entre chiites et sunnites, fragilisation des structures étatiques irakiennes (le nouveau pouvoir Irakien est durement contesté).

Il est difficile de dire que les États-Unis ont « gagné » la 2^{de} guerre du Golfe, celle-ci n'ayant pas abouti aux objectifs poursuivis.